



SOLIDARITÉ

AVEC LE PEUPLE KANAK



Editorial

LE 20 avril 1985 sera une journée de solidarité internationale avec la lutte du peuple kanak contre le colonialisme français. Cette journée doit être l'occasion de concrétiser le soutien des anarchistes à un peuple qui, colonisé depuis 130 ans, a entamé un combat pour se libérer du joug de l'opresseur et affirmer sa volonté d'autodétermination.

Cette initiative intervient dans un contexte toujours plus difficile, la situation en Nouvelle-Calédonie s'étant encore aggravée avec la mort d'une

enseignante, Simone Heurteaux, tuée par une pierre lancée par des jeunes manifestants kanaks. Ce dramatique incident a évidemment été immédiatement exploité par la droite et l'extrême droite calédonienne et métropolitaine, qui se sont empressés de faire endosser la responsabilité de cette mort à l'ensemble du mouvement indépendantiste. Une chose est certaine, les indépendantistes contrôlent de plus en plus mal une base excédée par le climat de tension croissante entretenu par le pouvoir socialiste avec le déploiement militaire-policier ne visant que les Kanaks, intervenant jusque dans les tribus, et la mansuétude dont bénéficient les activistes d'extrême droite, organisant provocation sur provocation.

Rappelons également que des dizaines de militants du F.L.N.K.S. sont toujours emprisonnés. L'Etat socialiste nie tout un peuple, étouffe sa culture, maintient des scandaleuses inégalités sociales en assurant la domination d'une poignée de Blancs sur la majorité de la population.

Nous, anarchistes, sommes conscients que la lutte pour l'émancipation ne cessera pas avec l'accès à l'indépendance. Aujourd'hui, nous nous solidarisons avec le peuple kanak dans la phase de lutte contre le colonialisme français, refusant comme toujours toute forme de domination d'un peuple sur un autre. Une fois le colonialisme abattu, le combat continuera pour l'émancipation des travailleurs et contre les nouveaux maîtres, fussent-ils kanaks !

débats

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise organise le vendredi 26 avril, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une conférence-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. d'aujourd'hui ». Avec la participation d'Alexandre Skirda et la projection du dernier film de B. Baissat « Ecoutez Marcel Body » (témoin et acteur de la révolution russe).

• LE MANS

Le groupe Zo-d'Axa et l'Association culturelle d'expression libertaire organisent le vendredi 19 avril, à 20 h 30, au centre Jacques-Prévert, un débat avec Claude Guillon autour de l'ouvrage « Suicide, mode d'emploi » (qu'il a écrit en collaboration avec Yves Le Bonniec).

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise du 25 avril au 4 mai un festival libertaire. Au programme, quatre soirées débats articulées autour d'un film ou d'un diaporama. Le 25 avril, « Quelle issue pour le tiers monde ? », avec « Vivre avec trois francs par jour ». Le 26 avril, « Résistance en Amérique latine », débat animé par des compagnons sud-américains, précédé de « Missing » de Costa Gavras.

Le 2 mai, « L'autogestion », illustré par le diaporama « Espagne 36 ».

Le 3 mai, « Quel syndicalisme aujourd'hui ? », avec « Streik » de O'Bull.

Ces soirées auront lieu à 20 h 30, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers. En guise de conclusion, le 4 mai, à 21 h, toujours au C.A.D., nous organisons une soirée dansante avec Radio-Gribouille. A ce festival libertaire seront présents le groupe libertaire Bull, des sympathisants libertaires et le C.A.R.M.

• TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Suite à la création d'une coordination libertaire des travailleurs de l'éducation, une réunion aura lieu le samedi 4 mai à 17 h, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche).

A cette réunion, sera abordé le problème des nouveaux intervenants dans l'école (patrons, politiciens, armée...) et quelle riposte peut-on faire en tant qu'anarchistes. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

PARIS

Dans le cadre de ses conférences « L'Anarchie et la société moderne », le groupe Louise-Michel organise une réunion-débat le 26 avril, à 20 h, dans son local au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, sur le thème « Le tiers monde : charité, solidarité, entraide, exploitation. Quels sont les rapports existants entre « pays riches » et pays du tiers monde ? Quels sont les rapports que nous, anarchistes, nous proposons ? »

• CHELLES

Le samedi 27 avril, à 20 h 30, le groupe Sacco et Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : « L'Anticléricalisme d'hier et d'aujourd'hui : la Libre Pensée ». Avec la participation de Roland Boisdeveix, ancien rédacteur en chef de « La Raison » (mensuel de la Libre Pensée).

Le débat aura lieu au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

communiqués

• ROUEN

Le groupe de Rouen tiendra tous les samedis, de 15 h à 17 h, une permanence ainsi qu'une table de presse, dans son local situé au 24, rue de Crosnes, à Rouen (Cercle d'études sociales).

• VERSAILLES

Le groupe de Versailles se réorganise. Pour toute prise de contact et pour toute correspondance, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• NICE

C'est le printemps : le groupe de Nice vous donne rendez-vous tous les mercredis, de 12 h à 14 h, à la faculté des lettres de Nice pour la vente hebdomadaire du M.L. (entrée restaurant universitaire). Pour tout contact : groupe de Nice de la F.A., librairie Le Temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine, Nice.

• LILLE

Tous les vendredis, de 21 h à 23 h, vous pouvez écouter dans la région lilloise « La Voix sans maître » sur 99.6 MHz (tél. : 91.24.00). Thèmes des prochaines émissions : le Syndicat de la médecine générale (19 avril), Maurice Joyeux ou la vie d'un anarchiste (26 avril), des camarades de la C.F.D.T. nous parlent de la déréglementation aux P.T.T. (3 mai).

• NICE

Le groupe de Nice, soucieux de retrouver la mémoire libertaire, aimerait rencontrer toute personne possédant des informations, documents divers sur l'activité anarchiste dans la région niçoise depuis le début du siècle. Merci d'avance. Notre adresse : A.D.I.A., librairie Le Temps de Vivre, 50, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.

• POITIERS

Le groupe Berkman tient une permanence tous les mercredis, de 17 h à 19 h, à la Maison du Puits-de-la-Caille, 36, rue Saint-Symphorien, à Poitiers.

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg tiendra une table de presse au marché aux puces, tous les premiers samedis de chaque mois, à partir du mois d'avril.

• COORDINATION

Hier la sidérurgie, aujourd'hui l'industrie automobile, demain... le secteur banques-assurances ! Les mutations technologiques qui s'opèrent actuellement entraînent de nombreuses conséquences tant sur les effectifs que sur les conditions de travail. A terme, ce seront des milliers d'emplois supprimés.

Une coordination libertaire banques-assurances est en cours de formation et suggère à tous les intéressés d'apporter des réflexions, de proposer des moyens d'action et, pourquoi pas, des solutions. Pour tout contact : Coordination libertaire banques-assurances, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• DOUAI

Une liaison F.A. vient de se constituer à Douai (Nord). Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Solidarité avec le peuple kanak — PAGE 4 : En Bref, Coup de force à l'U.A.P., Manufrance — PAGE 5 : Soutien aux insoumis, Cholet : des antinucléaires actifs, Requiem pour l'emploi — PAGE 6 : Aux armes, etc., Sectes : plus petits que moi, tu meurs !, Les malades mentaux sauvés par la crise ? — PAGE 7 : Gestion directe et expériences « autogestionnaires » — PAGE 8 : Brésil, Soudan : qui va à la chasse... Nouvelle-Calédonie... — PAGE 9 : Mineurs britanniques : représailles et licenciements, Italie : farce tragique — PAGE 10 : E. Toller et G. Landauer — PAGE 11 : Notes de lecture, Programmes R.-L., Variétés — PAGE 12 : Solidarité avec le peuple kanak (suite), La proportionnelle.



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Foto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
 Tél. : 805.34.08

débats

• NICE

Le groupe de Nice organise une conférence-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. des goulags », avec Alexandre Skirda, le jeudi 25 avril, à la Faculté des Lettres, amph. 60. La projection du film de B. Baissat, « Ecoutez Marcel Body », introduira cette réunion publique (table de presse, entrée libre).

• CORBEIL

« Etre antimilitariste aujourd'hui, pourquoi ? » C'est le thème de la réunion-débat qui aura lieu vendredi 26 avril, à 20 h, 4, rue Renoir (Les Tarterêts), Corbeil.

éditions

• AUTOCOLLANT

La Fédération anarchiste vient d'éditer un autocollant à propos des insoumis emprisonnés. Format : 8 x 16. Prix : 1 F l'unité et 20 F les 50 exemplaires.

ILS ONT REFUSÉ L'ARMÉE
 ILS SONT EMPRISONNÉS

LIBERTÉ
 POUR LES
 INSOUMIS !

FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145, RUE AMELOT, 75011 PARIS.



• AFFICHE

Le groupe Berkman de Poitiers vient d'éditer une affiche : « Obéir aveuglément, jamais ! ». Son prix : 5 F l'unité et 1 F l'exemplaire à partir de 10. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire.



La librairie du Monde libertaire
 145, rue Amelot
 75011 Paris
 est ouverte
 du lundi au samedi
 de 10 h à 19 h 30

AMIS LECTEURS

Dans la nuit du 9 au 10 avril 1985, une tentative d'incendie a eu lieu contre la librairie du Monde libertaire, située au 145, rue Amelot, à Paris, dans le 11^e arrondissement.

Cette action contre notre local a échoué et les dégâts sont sans gravité. Nous nous élevons une fois de plus contre de tels actes qui ont, rappelons-le, frappé bon nombre de librairies ces dernières années. Ce genre d'actions n'arrêtera en rien notre volonté de diffuser notre presse et la littérature libertaire, ni de continuer à propager les idées qui nous animent.

Les administrateurs

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement

(la joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE KANAK EN LUTTE

La France, un des derniers Etats au monde à posséder des colonies, avec ses D.O.M.-T.O.M. La Nouvelle-Calédonie, territoire d'outre-mer français dans le Pacifique, est une illustration frappante, caricaturale, d'un régime d'apartheid. Dépossédés de leurs terres, massacrés après plusieurs grandes insurrections, parqués dans des réserves, soumis à un code de l'indigénat jusqu'en 1946, n'obtenant le droit de voter qu'après 1956, pour bientôt se découvrir minoritaires dans leur pays, les Kanaks se battent, aujourd'hui, pour arracher leur indépendance et construire le socialisme en pays kanak.

Militants libertaires vivant dans l'Etat qui les colonise, nous nous sentons à plus d'un titre concernés par leur lutte. C'est pourquoi nous tenons à les assurer de notre entière solidarité, et en même temps à intervenir pour contredire la propagande qui vise à dénaturer tant la forme prise par le mouvement indépendantiste que le contenu de son combat.

La société kanak

Tout d'abord, nous souhaitons rappeler quelques aspects de la société traditionnelle kanak qui expliquent en partie la revendication indépendantiste et nous apparaissent susceptibles de favoriser l'émancipation des populations vivant dans une Kanaky indépendante et socialiste. Nous ne mythifions pas la société sans Etat kanak, dans laquelle les rapports entre les sexes, par exemple, laissent sans doute autant à désirer qu'ailleurs, à commencer par notre société. Mais nous ne partageons pas davantage la vision ethnocentriste de société féodale que voudrait en donner l'impérialisme culturel occidental — en attribuant au représentant d'une communauté traditionnelle (improprement appelée « clan ») les fonctions et le titre de « chef ». Nommé pour représenter la cohésion du groupe, en fait, ce « chef sans pouvoir », souvent le dernier arrivant, se situe parmi les membres de la communauté, non au-dessus d'eux.

De même, contrairement à ce qui est fréquemment affirmé, l'individu n'est pas étouffé par le groupe dans la société kanak, car intérêts collectifs et individuels n'y sont pas dissociés. La société kanak obéit — dans son organisation comme dans la production (avec une propriété collective des terres), dans l'échange, la répartition du travail et de son produit — à des règles communautaires qui tiennent compte des qualités et des besoins de chacun et garantissent à tous droits individuels et collectifs. Cette société a vécu pendant plus de 4 000 ans sans classe ni Etat, sans prison ni asile. Toute son organisation repose sur le dialogue qui crée le consensus, ce qui explique à la fois les formes prises par la lutte indépendantiste et le contenu de cette lutte.

Le F.L.N.K.S.

Le peuple kanak s'est doté d'une structure de lutte, le Front de libération kanak socialiste, qui prend racine dans l'organisation traditionnelle et coutumière de la société kanak, et fonctionne comme celle-ci au consensus. La méfiance que nous inspirent les stratégies frontistes des mouvements de libération nationale en général ne nous empêche pas de noter dans le frontisme « à la kanak »

quelques aspects qui nous paraissent intéressants ; ainsi :

- les mots d'ordre lancés avant le 18 novembre par le Front pour organiser des barrages et boycotter les élections n'ont été repris que parce qu'ils passaient par les voies coutumières. Le mouvement indépendantiste n'aurait rien pu faire sans l'accord des « chefs » coutumiers, partant, des Kanaks qu'ils représentent. Par l'abstention au vote de 80% de la communauté kanak, le F.L.N.K.S. a prouvé sa très forte représentativité.
- Lors de son dernier congrès, le F.L.N.K.S. a décidé de confier son pouvoir de décision et de contrôle aux comités de ter-

ple et de leur culture, le lieu où ont mûri leurs revendications. Lutte contre un génocide tant physique que culturel et lutte de libération nationale vont ainsi de pair.

Non intégrés à l'économie de marché, les Kanaks vivent aujourd'hui, à 70%, entre eux dans les tribus. Ils connaissent de ce fait très peu le salariat et la vie urbaine. Se trouvant à l'extérieur de la société marchande, ils ne défendent pas un projet de société productiviste et — élément « original » par rapport aux autres mouvements de libération nationale — la bourgeoisie kanak n'existe pour ainsi dire pas.

Le gouvernement provisoire mis en place le 1^{er} décembre représente essentiellement un titre honorifique et répond à une nécessité sur le plan diplomatique : il permet au petit peuple kanak d'être reconnu et de se faire entendre dans le concert des grandes nations. Instruits par l'expérience historique des dernières décennies, les Kanaks sont conscients du danger que représente l'engrenage étatique. Cependant, ils pensent que si l'Etat est une « donnée incontournable » pour eux aujourd'hui, la civilisation



Opération de police.

re, donc à sa base, ce qui constitue une sorte de garde-fou contre l'oppression, la domination toujours possible d'une de ses composantes sur les autres, et contre l'apparition d'un phénomène bureaucratique.

Sans l'apparition du mouvement indépendantiste, la disparition du peuple kanak aurait été inéluctable. Disparition programmée, en effet, avec les massacres, les épidémies, les cantonnements, et la politique de l'Etat français visant à « faire du Blanc » pour rendre les Kanaks minoritaires dans leur pays et satisfaire les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français dans le Pacifique (notamment après le « boom » du nickel des années 60-70). Mais, enfermés dans des réserves, niés dans leur civilisation, les Kanaks ont fait de celles-ci le refuge de leur peu-

mélanésienne, bien qu'affaiblie, peut les garantir contre les déviations centralisatrices demain. Ils souhaitent donc retrouver et s'appuyer sur certains aspects de leur société traditionnelle, souvent dévoyés par le colonialisme.

Les rapports économiques et sociaux kanaks sont, en effet, liés à une philosophie qui exclut toute forme de domination, d'exploitation et d'oppression. Pour parvenir à une « société socialiste en pays kanak », les kanaks souhaitent ainsi faire se rencontrer le mode de production rural communautaire avec les technologies et les modes de vie actuels, sans se référer à un quelconque modèle importé. Ils veulent mettre sur pied une forme originale d'économie (autocentrée et communautaire) à partir de leur organisation sociale égalitaire et décen-

tralisée, et, unissant tous les exploités dans un vaste front social, maîtriser les moyens de production modernes avec les travailleurs des autres communautés.

Les Kanaks n'envisagent pas, en effet, l'indépendance autrement que dans un pays multiracial, où la conscience de classe aura dépassé les divisions raciales créées par le colonialisme et les barrières culturelles. Leur lutte contre le colonialisme et le génocide physique et culturel s'accompagne donc d'une lutte anticapitaliste.

Le mouvement indépendantiste a toujours été multiethnique, rassemblant Métropolitains, Caldoches, Wallisiens

per aux ghettos culturels et permettre aux exploités de toutes les communautés de se rencontrer (Kanaks et Wallisiens étant les plus défavorisés, les plus touchés par la misère et le chômage). Il cherche aussi cette jonction en développant l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités, pour moitié composée de travailleurs non kanaks rassemblés avec les travailleurs kanaks sur des bases de classe. Le comité directeur de ce syndicat indépendantiste compte autant de Kanaks que de non-Kanaks. Pierre Declercq, quant à lui, secrétaire général de l'Union calédonienne (le plus important parti politique du mouvement indépendantiste), assassiné en 1981 (et son successeur, Eloi Machoro, quatre ans plus tard) était métropolitain.

Soutenir la lutte

La lutte engagée par le peuple kanak nous interpelle à plus d'un titre.

Par son aspect anticolonial : nous sommes solidaires ici comme ailleurs des mouvements qui luttent contre le colonialisme, quel que soit le pays qui le pratique. Tout particulièrement dans le cas présent, même, parce que nous subissons nous-mêmes l'Etat directement responsable du processus colonial : Etat qui défend les intérêts économiques et stratégiques français et n'hésite pas, pour les sauvegarder, à programmer un ethnocide. Pour empêcher une nouvelle guerre coloniale et abattre le colonialisme, nous soutenons la légitime revendication du peuple kanak à l'indépendance, sans demander à ce peuple colonisé de répondre pour les échecs des luttes anti-impérialistes précédemment menées, sans accorder notre soutien à certaines conditions et contre certaines garanties données au préalable par rapport à la future société kanak. Nous ne pouvons « monnayer » notre soutien, exigeant du peuple kanak ce que nous-mêmes n'avons pas réussi à construire ici : une société libertaire. Pour autant, ce soutien contre le colonialisme ne signifie pas que nous adhérons inconditionnellement aux objectifs poursuivis ou aux moyens mis en œuvre dans la lutte. Il ne présage pas de notre attitude pour le futur et, loin d'annihiler tout esprit critique, il en requiert le plein exercice.

(Suite page 12)

COMMUNIQUÉ

La Fédération anarchiste réaffirme son entière solidarité avec la lutte anticolonialiste du peuple kanak contre l'Etat français. Elle s'associe donc à la manifestation de soutien au peuple kanak, qui aura lieu samedi 20 avril à Paris, place Denfert-Rochereau, à 13 h.

La Fédération anarchiste appelle tous ses militants et sympathisants à participer à cette manifestation.

Fédération anarchiste

en bref...en bref...

• Le samedi 20 avril, à 20 h, Alain Aurenche et Anne Trebaol chanteront lors de la fête organisée par la fédération de la Libre Pensée de la Seine-Saint-Denis.
Lieu de la fête : Centre social et culturel Alfa, cité du Stade, 152, avenue Gallieni, 93140 Bondy.
Participation aux frais : 40 F.

• L'Entraide n° 5/6 vient de paraître. Au sommaire : Thierry Maricourt : la lutte d'un insoumis, Kanaky : une proposition libertaire pour la lutte de libération nationale, Enrico Fedele : toujours en prison, etc.
L'Entraide, P.B. 175, 75963 Paris cedex 20.

• La Libre Pensée, Cercle Jean-Rostand, organise le samedi 20 avril, à 17 h, à la salle Mozart, à Toulon, une conférence-débat à propos de : « Spiritualité et matérialisme », avec J.-C. Berny, secrétaire-général national de la Libre Pensée.

• Un fanzine parlant d'anarchie et de « muzik » vient de voir le jour à Rouen.

Au sommaire : Racisme, Nouveaux riches, Chevènement, Crass, Disrupteurs, Verdun, Killing Joke et plein d'autres choses. Ce vilain petit « kanar » s'appelle : On a fait ! et on peut se le procurer en envoyant 15 F (port compris) à : On a fait !, c/o J.-P. Levaray, 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

• Le F.R.O.C. (04) est né ! Le Front des objectifs de conscience des Alpes-de-Haute-Provence essaie de rassembler les objectifs de toutes tendances et les sympathisants sur le département. Il veut promouvoir l'objection auprès des jeunes et des associations. Pour tout contact : F.R.O.C. (04), mairie de Château-Arnoux, 04160 Château-Arnoux.

• Le comité de soutien au peuple kanak de la Roche-sur-Yon appelle à participer à un pique-nique anticolonialiste le samedi 20 avril, dans le cadre de la journée internationale de solidarité avec la lutte du peuple kanak.
Rendez-vous : place Napoléon, à 12 h 30, La Roche-sur-Yon.

• Le collectif Jussieu de la C.L.E. (Coordination libertaire étudiante) organise un meeting sur l'objection, l'insoumission et la solidarité avec les insoumis emprisonnés. Présence du Comité de soutien aux insoumis et de Denis Langlois (sous réserve). Jussieu, jeudi 24 avril, à 12 h 30, tour 46, 2^e étage, couloir 46-0, salle 202.

• Le samedi 20 avril, à 17 h, le C.I.R.A., 5, rue des Convalescents, Marseille, organise une conférence-débat avec André Bensoussan sur le thème : « Les kibboutzim, une pratique libertaire ? »

• Le collectif de quartier de soutien au peuple kanak du 19^e arrondissement de Paris organise, le jeudi 18 avril, à 20 h 30, une réunion-débat sur la situation en Nouvelle-Calédonie.
Rendez-vous : salle de l'U.C.J.C., 3, rue Clavel, Paris 19^e.

• A Béziers, du 21 au 31 avril, les locaux de l'O.B.A.C. accueillent une exposition sur Sacco et Vanzetti. Le vendredi 27 avril, invité par le Cercle d'études sociales, Ronald Creagh signera, toujours à l'O.B.A.C., son récent ouvrage sur nos compagnons assassinés en 1927 aux Etats-Unis. Cette séance de signature sera suivie d'une conférence-débat, vers 21 h. O.B.A.C. : 5 passage Magrou (près du Champs-de-Mars), Béziers.

• Les membres du bulletin *Alternative libertaire* (édité par la F.A. d'Angers, le Comité d'action et de réflexion contre la militarisation, le groupe libertaire Bull et des libertaires sympathisants) organisent à Angers, du 25 avril au 4 mai, un festival libertaire au Centre d'animation de la Doutré, 43, place Grégoire-Bordillon. Le 25 avril, à 20 h 30, projection du film *Vivre avec 3 F par jour*, suivi d'un débat sur le tiers monde ; entré : 20 F. Suite du programme dans le prochain M.L.

MANUFRANCE LES ILLUSIONS PERDUES DE KRASUCKI

Il n'a pas fallu plus d'une minute au tribunal de commerce de Saint-Etienne pour prononcer la liquidation de biens de la S.C.O.P. Manufrance... C'est en 1977, qu'éclate la crise à Manufrance, vieille entreprise stéphanoise qui aurait pu célébrer son centenaire en 1985. A cette époque 3 800 ouvriers et employés travaillaient dans les ateliers et les magasins et 8 000 sous-traitants fournissaient les pièces détachées et la plupart des 33 000 articles commercialisés par l'intermédiaire du fameux catalogue.

Il est ridicule et totalement faux de prétendre, comme l'a écrit M. Le Boucher dans *Le Monde*, que tout le mal est venu du « refus des salariés » et de la municipalité, alors communiste, de Saint-Etienne — d'accepter en 1977... deux cents mises à la retraite. » En vérité, c'est 1 000 suppressions d'emplois que prévoyait, dès 1975, un premier plan élaboré par le P.D.G., avec l'appui de Durafour, ministre des Finances de Giscard et maire de la ville (celle-ci étant actionnaire à 30%). Et quelques années plus tard, sous la municipalité d'union de la gauche, 2 000 travailleurs seront licenciés sans pour autant « sauver » la boutique !

M. Le Boucher réécrit l'histoire, sans doute pour ne pas rappeler que, pendant trente ans, Manufrance constitua une plantureuse vache à lait pour les actionnaires qui avaient pris en 1944 la succession du fondateur Etienne Mimard et pour un encadrement supérieur pléthorique, sans qu'un filifelin ne soit investi pour renouveler le parc des machines des vastes ateliers.

Les illusions de Krasu

C'est après bien des péripéties que la décision de fonder

une S.C.O.P. fut prise le 30 décembre 1980. C'est Krasucki en personne, secondé par Le Guen, membre, comme lui, du bureau politique du Parti communiste, et grand patron de l'U.G.I.C.T., organisation des cadres cégétistes, qui porta le nouveau-né sur les fronts baptismaux. L'idée de constituer une coopérative provenait de la section U.G.I.C.T. de l'entreprise, après une longue occupation des locaux et, centralisme démocratique oblige, le feu vert fut demandé à la confédération. Krasucki et Le Guen acquiescèrent et s'occupèrent si bien de l'affaire qu'ils écocœurèrent, par leurs méthodes, la plupart des dirigeants syndicaux ouvriers qui s'en allèrent discrètement...

La remise en marche des machines s'effectua le 26 mai 1981



M. Krasucki

et le 11 juin un feu d'artifice et une fête publique saluèrent l'accord officiel de location-gérance entre la S.C.O.P. et Bernard Tapie, P.D.G. de la Nouvelle société Manufrance. Nous entrons tout juste dans l'état de grâce. Krasucki s'est-il fait alors quelques illusions ?

Certes la S.C.O.P. reçut des subsides, mais à une cadence insuffisante, manifestement, pour pouvoir à la fois, com-

bler les trous du compte d'exploitation et permettre le démarrage rapide d'une nouvelle usine équipée de machines modernes. En août 1983, le gouvernement de gauche subordonna l'octroi d'une rallonge de 130 millions à une sévère réduction des effectifs qui passèrent de 709 à 417 personnes. Le cycle, puis la machine à coudre furent abandonnés, mais la pression du personnel n'empêcha pas la culbute finale.

Il reste maintenant un atelier tout neuf avec des machines qui n'ont jamais tourné. Parions qu'un « bon » repreneur (« tapi » dans l'ombre ?) attend le moment opportun pour y mettre la main. C'est d'ailleurs ce que demandent aujourd'hui, très humblement, la C.G.T., le P.C. et l'U.G.I.C.T. pour sauver « le premier producteur français d'armes de chasse et de tir » et ne pas laisser tomber le marché entre les mains d'affreux étrangers...

Une gamelle...

La discrétion des dirigeants cégétistes et communistes est remarquable et s'explique aisément. Leur échec est patent, cuisant. Et il leur enlève une bonne partie des arguments qu'ils avaient l'habitude de déployer en maintes occasions. Combien de fois, en effet, les avons-nous entendus proclamer qu'ils avaient découvert des solutions industrielles, des marchés à conquérir. Comme si les patrons étaient, soit des incapables de gérer correctement leurs entreprises, soit des Machiavel soupçonnés de vouloir livrer notre économie à l'étranger. Manufrance c'est, désormais, une sacrée gamelle qu'ils vont traîner un bout de temps...

L'histoire de la S.C.O.P. Manufrance n'apporte même

pas la preuve qu'il est impossible de maintenir un flot « auto-gestionnaire » dans un océan capitaliste, pour l'excellente raison que cette « coopérative » n'a jamais eu quoi que ce soit à voir, de près ou de loin, avec la gestion directe par les travailleurs de l'outil de travail, de la production. Ainsi que nous l'avions souligné, dès le départ, dans ce journal, on ne pouvait imaginer que ni Krasucki, ni les cadres de l'U.G.I.C.T., ni ceux de la C.G.C. qui les accompagnèrent dans l'aventure, puissent un jour se « convertir à la gestion ouvrière directe, s'incliner devant l'assemblée générale, remettre en cause la sacro-sainte hiérarchie qui, combinant l'autorité, les hauts salaires et les avantages divers, constitue leur raison d'être. » (M.L. du 15 janvier 1981.)

Ce pronostic se vérifia par la suite, en particulier quand, dans les années 1983-1984, furent remplies les charrettes de licenciés. Comme l'expliqua alors le président du « directoire », on a « pris en compte les attitudes personnelles à l'égard de l'esprit coopérateur », ce qui constituait tout un programme.

En définitive, l'histoire de la S.C.O.P. nous montre, à l'évidence, que les travailleurs n'ont absolument rien à attendre du morcellement de leurs luttes. La crise économique, les restructurations qui l'accompagnent et qui bouleversent le paysage industriel, la volonté des capitalistes de profiter de cette crise pour renforcer l'exploitation, tout cela ne se combat pas en voulant jouer au plus malin avec les patrons. S'il arrive parfois que les échéances en soient quelque peu retardées, le système finit toujours par avoir le dernier mot.

Sébastien Basson

U.A.P. : COUP DE FORCE... MÊME LA NUIT !

Le plan de restructuration imposé autoritairement par la direction générale de l'U.A.P. (sans consultation du comité central d'entreprise, ni des comités d'établissements concernés) (1) vient de voir sa première étape franchie, d'une manière non moins autoritaire, puisque le 2 avril, une centaine de salariés des assurances collectives apprennent leur transfert pour La Défense dès... le lendemain, pour la moitié d'entre eux, et le 11 avril pour les autres ! (2).

Je ne reviendrai pas sur le mépris vis-à-vis du personnel qu'implique une telle mesure... ni d'ailleurs vis-à-vis de la clientèle qui n'a toujours pas été avertie de la nouvelle implantation — malgré la demande du comité d'établissement des assurances collectives. Quoi qu'il en soit, devant le refus du personnel concerné d'aider en quoi que ce soit au déménagement, la direction a dû s'engager à ce que les déménageurs fassent tout le travail, tant au départ qu'à l'arrivée...

De fait, au départ, environ 40 déménageurs ont dû assu-

mer à eux seuls la totalité des opérations, sans l'aide du personnel. A l'arrivée, en revanche, le personnel a eu la désagréable surprise de constater qu'une multitude de cartons étaient entassés un peu partout (y compris devant les issues de secours) et que les « gros bras » avaient disparu ; la direction faisant savoir au personnel qu'il lui incomberait de procéder à la remise en place des dossiers dans les armoires.

Une direction coercitive

Bien entendu, les salariés ont refusé, aidés en cela par des militants C.G.T. des assurances collectives (non encore transférés), ce qui a permis à la direction de déployer à nouveau son arsenal répressif : le jour même, trois directeurs accompagnés d'un huissier les sommaient de quitter les lieux (3), sans succès. Même scénario le lendemain, entraînant chaque jour un avertissement écrit à chaque militant. Devant cet état de chose (4), les élus C.G.T. ont décidé de s'op-

poser physiquement au second déménagement prévu le lendemain matin (avec l'accord du personnel).

Le soir même, alertés par des « bruits », ils décidèrent de rester toute la nuit... « au cas où »... Décision qui s'est avérée judicieuse, puisque de fait, en pleine nuit, les camions de déménageurs arrivaient... sans rien pouvoir tenter car le montage était bloqué, des bureaux bloquaient l'entrée du service concerné et que 7 militants étaient postés devant. Le lendemain, dès 7 h, l'éternel huissier accompagné de directeurs venait une fois de plus constater notre présence « illicite » et notre refus de céder. Seul, le personnel, convoqué en A.G. dès 10 h 30 nous autorisa à lever le blocage, ne voulant pas nous exposer à des sanctions (5).

Une certaine inertie syndicale

Il aura fallu deux jours de lutte pour que le personnel transféré obtienne des déménageurs pour le réaménagement. Lutte dont nul ne s'est fait l'écho

à la tour Assur (aucun tract, aucune affiche, de quelque organisation syndicale que ce soit avertissant les quelques 2 000 salariés de ce qui se passait). Nous attendons toujours également, la présence de militants C.G.T. des autres établissements, qui s'étaient engagés — verbalement — à nous aider pour bloquer le déménagement (6).

Quoi qu'il en soit, pour nous et même seuls, la lutte continue (et ce ne sont pas les pressions étaient postées devant. Le lendemain, dès 7 h, l'éternel huissier accompagné de directeurs venait une fois de plus constater notre présence « illicite » et notre refus de céder. Seul, le personnel, convoqué en A.G. dès 10 h 30 nous autorisa à lever le blocage, ne voulant pas nous exposer à des sanctions (5).

Liliane

- (1) Voir M.L. n° 570 du 11 avril.
- (2) Id.
- (3) Les élus du personnel perdent leurs mandats dès lors qu'ils ne sont plus dans l'établissement où ils ont été élus (même si le personnel qui a contribué à leur élection y a été transféré).
- (4) Et également le non respect des promesses de la direction quant au déménagement.
- (5) Dont la dernière n'est pas encore connue puisque les 7 militants sont convoqués à la direction le 18 avril 1985.
- (6) Deux d'entre eux arriveront... à 12 h, mais un peu tard !

CHOLET DES ANTINUCLÉAIRES ACTIFS

DANS le *Monde libertaire* du 21 mars, nous informions sûr la candidature spontanée de la municipalité de Cholet pour recevoir un centre de stockage et de gestion de déchets radioactifs. Un collectif d'opposition à l'implantation de ce centre s'est immédiatement créé. La contre-information a donc pu se faire. Réunions publiques et manifestations ont rassemblé 400 personnes et les 10 000 premières signatures ont été remises le 2 mars à la municipalité.

Depuis cette date, la dénonciation des dangers que fait courir à toute la population de la région l'implantation d'un tel centre va croissant. Les actions se situent sur deux plans. Tout d'abord, une surveillance attentive des mouvements sur le site et la poursuite des contacts avec la municipalité et les techniciens. D'autre part, les apparitions publiques du collectif se sont multipliées.

Sur le terrain, les techniciens du Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) ont avancé un peu dans l'étude du site du Cormier. Les premiers résultats sont décourageants. Les forages font apparaître un débit d'eau de 28 mètres cube à la seconde à 40 mètres de profondeur et de 43 mètres cube à la seconde à 80 mètres. Le B.R.G.M. n'a pas osé descendre à 100 mètres comme prévu. Alors que les antinucléaires dénoncent le risque de contamination

radioactive des nappes souterraines, voilà qui met en évidence tout le sérieux du projet de Maurice Ligot, député-

maire de Cholet ! Comment faire pour toucher la prime d'implantation de 30 millions de francs avec un terrain si

humide ? Le B.R.G.M. a même été jusqu'à injecter une bulle d'air et provoquer un superbe geyser. Une telle insolence n'a pourtant pas empêché la réaffirmation de la candidature officielle. Le conseiller municipal M. Dumas expliquant simplement que le site du Cormier a été choisi pour ne pas contaminer les nappes d'eau de Cholet. Cette belle gaffe n'a pas échappé aux conseils municipaux des communes avoisinantes et constitue une reconnaissance implicite des risques.

La photo du geyser dans la presse n'a pas rassurée la population déjà sensible aux arguments du collectif. Il faut dire que ce collectif ne ménage pas sa peine. Les « sorties hebdomadaires », prétexte au blocage de rues pour distribuer des tracts, sont en général bien perçues. Un revirement s'effectue dans les esprits. Après l'indifférence générale, l'inquiétude et la mobilisation prennent le pas. Le tome 2 des pétitions sera sans doute prêt pour la fin du mois !

Toutes les occasions ont été bonnes pour le collectif. Par exemple, des banderoles ont été dépliées lors du dépouillement du premier et second tour des cantonales. Ces perturbations remarquées n'ont pas été appréciées par Maurice Ligot qui a demandé, sans succès, l'intervention des flics.

Si Cholet est très fière de son carnaval, les antinucléaires étaient au moins aussi contents de leur déguisement avec

masques à gaz et combinaison de protection. Ça change des majorettes ! Lors du défilé de chars, les remorques de vieux fûts pleins de déchets ont aussi fait sensation. M. Ligot riait jaune quand il a fallu adresser un petit signe de la main à cette farandole spontanée autour de ces chars improvisés avec guirlandes et gyrophare. Au total, des actions bien sympathiques qui ont reçu le soutien des Choletais. Mais le collectif ne compte pas s'arrêter là, le « clown atomique » Kérgist passera à Cholet lors d'un autre événement régional : la biennale de Cholet.

Entre temps, des professeurs de différentes disciplines ont réalisé pour le collectif une contre-exposition qui répare les « oubliés » de celle, pourtant richement organisée, de l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (A.N.D.R.A.) en janvier. Cette exposition sera visible à la mairie annexe les 13 et 14 avril.

Et surtout, comptant franchir un cran de plus dans la mobilisation, le collectif contre l'implantation du site du Cormier appelle à une grande manifestation le 27 avril à Cholet. Vu l'importance de la propagande et la sensibilisation déjà réalisée, un défilé d'un millier de personnes est prévisible. Le rendez-vous est pris !

Marc
Gr. d'Angers

CHOLET VILLE PROPRE



NON!
aux
DECHETS
RADIOACTIFS

REQUIEM POUR L'EMPLOI

MALGRÉ nos 3 millions de « demandeurs d'emplois », la croissance en France pour 1984 a été de 1,9%. Comme on relève le même phénomène chez nos voisins, il faut bien admettre qu'on a jamais autant produit avec si peu de monde.

C'est que nous sommes entrés dans une ère où la croissance économique supprime plus d'emplois qu'elle n'en crée. Fantastique paradoxe que cette libération progressive de l'aliénation du travail soit vécue, aujourd'hui, comme un cauchemar. Pourtant, refuser le progrès technique n'a jamais été une bonne solution. L'automatisation est donc une nécessité. Mais, dans un contexte économique datant de l'époque des moulins à vent, elle pose des problèmes.



Le château du syndicat des chômeurs.

En effet, comment gérer un système de production qui distribue de moins en moins de salaires tout en produisant une masse croissante de produits à consommer ou de services marchands ? Il est évident que les années à venir vont encore, plus radicalement que par le passé, bouleverser nos habitudes et nos idées sur le « travail ». Le temps n'est pas loin où l'homme se définira par ce qu'il fait de son temps libre plutôt que pendant son temps de salarié.

En conséquence, le droit essentiel est celui que l'homme détient des lois de la nature. A savoir, le droit de vivre avec la part qui lui revient des richesses du monde.

Et cela, avec ou sans emploi.

Et cela, sans restriction, pour tous les citoyens de la planète.

Lucien

OPÉRATION BOOMERANG POUR LES INSOUIMIS

L'INSOUSSION est toujours et plus que jamais à l'ordre du jour. Au fur et à mesure des événements, des actions organisées par des militants antimilitaristes et des copains ou copines des réfractaires emprisonnés, le *Monde libertaire* s'est fait l'écho du rapport de force que les différents comités de soutien aux insoumis ont réussi à établir.

Premières victoires : deux insoumis, J.-F. Honoré à Paris et G. Huet à Toulouse, ont été relâchés par les autorités judiciaires, tout en restant passibles d'une peine pour délit d'insoumission. Ce résultat, les antimilitaristes et les libertaires qui se battent de l'autre côté de la prison l'ont obtenu par une pression continue sur l'armée, la justice et l'administration pénitentiaire.

Maintes fois, nous vous avons fait part des possibilités de vous engager dans cette lutte : un coup de téléphone aux « autorités responsables », un télégramme de protestation, une lettre de soutien, une signature au bas d'une pétition, un collage d'affiches, des autocollants dans le métro, etc. Tout est possible...

Aujourd'hui, des camarades ont pensé plus grand : toucher la moitié de la population française ! A croire qu'ils n'ont

peur de rien. Presque chaque homme de plus de 20 ans a obligatoirement des papiers militaires qui, en cas de mobilisation ou autres joyeux mouvements de foule dont l'Etat nous a habitué au cours de l'histoire, servent à situer militairement le citoyen. Ces compagnons ont donc eu l'idée de nous envoyer les leurs, afin que l'on puisse en faire un usage dont l'utilité n'aura comme limite que celle de l'efficacité antimilitariste. Et nous ont suggéré en effet de les renvoyer en même temps et en grande quantité aux autorités responsables de l'emprisonnement de nos camarades insoumis.

Le renvoi de livrets militaires, dans le cadre d'une campagne de soutien aux insoumis, expose évidemment à des suites judiciaires : peine d'amende, risque de suppression des droits civiques, retrait temporel du permis de conduire, etc. Néan-

moins, un premier renvoi se solda généralement par une visite des gendarmes qui rapportent les papiers et font une gentille leçon de civisme et de morale. Libre au renvoyeur de réexpédier à nouveau au comité de soutien le plus proche les documents en question pour qu'il en fasse un autre paquet-cadeau avec accusé de réception ! Geste simple, efficace, et à la portée de tout le monde ou presque.

D'autre part, aux dernières nouvelles, un rassemblement organisé en soutien aux insoumis devrait avoir lieu le 27 avril prochain à Paris, sur le parvis Beaubourg. De la musique, des animations et une surprise seront de rigueur ! En attendant, une affiche en solidarité avec les réfractaires sera tirée. Elle est à commander au Comité de soutien aux insoumis, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Thierry

ILS ONT REFUSÉ L'ARMÉE
ILS SONT EMPRISONNÉS

LIBERTÉ
POUR LES
INSOUIMIS !

FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145, RUE AMELOT, 75011 PARIS.



SECTE PLUS PETITS QUE MOI TU MEURS !

VOICI le gouvernement saisi de cette belle volonté de chasser le sectarisme, de faire la guerre au décervelage. Bravo, les p'tits gars ! Sur le principe, rien à y redire, sauf que, s'agissant d'une initiative d'Etat, de politiciens, il n'est pas besoin d'être grand analyste pour discerner dans cette manœuvre du char de l'Etat une mise en scène très intéressée.

Qui est visé dans cette campagne gouvernementale anti-sectes ? Des associations louches émanant des partis politiques ou des corps de l'Etat ? Des couvertures culturelles (ah ! la francophonie...) pour barbouiser africanophiles ? On pourrait rêver...

Non, c'est au détail, à la verve et non au cancer que s'attaque la diligence étatique. On veut balayer les étrons, apprendre le caniveau aux moonistes, scientologues (sic), areuh Vishnou et autres propagateurs de foie de morue et propagandistes de l'oignon callipyge. Il pourrait s'agir là d'humour britan-



Un adepte d'une secte, M. Lustiger, se livre à un étrange rituel !

label éminemment respectable de religion ne peut leur être accordé : leur gestion est occulte et louche. Voilà qui appelle de la part de tout esprit se voulant libre d'obscurantisme deux remarques. Estime-t-on, d'une part, en pareil cas que l'Eglise catholique représente, elle, toute garantie d'« honnêteté », quand la banque vaticane, la Banco Ambrosiano, laisse échapper tant de bruits et d'odeurs d'égout ? Quand on trouve ses financiers pendus sous les ponts de Londres... D'autre part, et de l'aveu même des chrétiens, les origines de la chrétienté (historiquement très contestables : à quand un seul embryon de preuve de l'existence même du Crapaud de Nazareth !) ne sont que réunions clandestines dans des catacombes, avec tout le falbala des signes cabalistiques (celui du poisson, notamment) usité pour cause de répression. Une minorité occulte, quoi ! En tout cas, une parfaite définition du mot secte.

Chassons tous les dogmes

Tout dogme est sectaire

Les médias nationaux, au moins eux, nous présentent les dites sectes comme des institutions « pseudo-religieuses », ce qui sous-tend l'idée que le

label éminemment respectable de religion ne peut leur être accordé : leur gestion est occulte et louche. Voilà qui appelle de la part de tout esprit se voulant libre d'obscurantisme deux remarques. Estime-t-on, d'une part, en pareil cas que l'Eglise catholique représente, elle, toute garantie d'« honnêteté », quand la banque vaticane, la Banco Ambrosiano, laisse échapper tant de bruits et d'odeurs d'égout ? Quand on trouve ses financiers pendus sous les ponts de Londres... D'autre part, et de l'aveu même des chrétiens, les origines de la chrétienté (historiquement très contestables : à quand un seul embryon de preuve de l'existence même du Crapaud de Nazareth !) ne sont que réunions clandestines dans des catacombes, avec tout le falbala des signes cabalistiques (celui du poisson, notamment) usité pour cause de répression. Une minorité occulte, quoi ! En tout cas, une parfaite définition du mot secte.

Deux cent cinquante nouvelles thérapies sont actuellement utilisées aux Etats-Unis, 150 en France. Or, « les Américains font des mesures d'efficacité comparées depuis 30 ans. Résultat : le pourcentage d'échec ou de réussite est le même partout. Curieux, non ? » (3). Certes ! Ainsi, on pourrait presque faire n'importe quoi sans que ça ne change rien ! Et on voit croître le nombre des malades, des psys, des méthodes, des médicaments, et les coûts. Il n'y a que les résultats qui stagnent.

La société moderne impose aux humains des conditions de vie difficile et rejette de plus en plus facilement ceux qui « craquent » dans les hôpitaux psychiatriques (H.P.). A tel point que l'asile en France représente aujourd'hui 80% des dépenses de santé mentale. A 1 234 F par jour et par malade, en 1984, il est vrai que la note grimpe vite.

Et pourtant parmi les branches de la médecine, la psychiatrie doit bien être la seule qui n'enregistre à peu près aucun progrès. Elle fait dans le triomphalisme à la moindre pilule nouvelle et a « tendance à majorer les bénéfices actuels de la chimiothérapie où les données prometteuses mais encore très fragmentaires de la recherche... » (1). Ce qui n'empêche pas nombre de médecins de prescrire lourdement des « drogues » qui constituent une « camisole de force interne » (2) et transformant à jamais leurs malades en zombies.

Mais en face de cette psychiatrie inflationniste, la société commence à s'essouffler. Elle veut bien payer pour la santé, cher au besoin, mais à condition que ça serve, surtout en période de rigueur. Depuis les années 60, nos gouvernants se sont donc mis à réfléchir. Les expériences et les actions non asilaires se multipliaient ailleurs et concluaient toutes à la nécessité de fermer les asiles, soit en les laissant déperir, soit radicalement. Ils sont tous fermés en Italie depuis 1978. On y a mis les fous dans la ville, et ça a fait moins de bruit que les bavures policières.

En retard d'une guerre, la France en arrive tout de même à concevoir une politique de sectorisation qui vise à ne plus désinsérer les psychiatisés en les internant, à créer de petits centres de crise, d'accueil, animés par de petites équipes pluridisciplinaires, agissant à l'échelon de l'arrondissement, urbain ou rural, favorisant le maintien à domicile des malades.

Et on s'est aperçu que cette politique se révélait plus efficace et moins coûteuse ! D'où le projet d'une « meilleure maîtrise des dépenses de santé (mentale) devenus insupportables pour les systèmes de sécurité sociale. » Mais... « cela implique l'introduction du calcul économique dans les stratégies de soin, domaine peu familier aux médecins. » (4). Parions qu'on va leur demander un effort.

L'arrivée de la gauche au pouvoir avait critiqué certains

SANTÉ LES MALADES MENTAUX SAUVÉS... PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE ?



espoirs chez les malades. Le rapport Demay (1982) concluait au nécessaire développement de la sectorisation. En 1984, le secrétaire d'Etat à la Santé enfonce le clou et annonce que le 9^e Plan doit supprimer 40 000 lits en H.P. Les 8^e et 7^e n'en avaient-ils pas prévu trop ? Il note aussi le freinage à cette politique de la part d'asiles dont les secteurs restent pourtant des succursales, 90% de leurs dépenses demeurant intra-hospitalières ! De plus, il prône une démocratisation de la politique de santé mentale, impliquant une participation des usagers à sa définition, au risque d'entendre bien des psys hurler au fou.

La psychiatrie traditionnelle atteignant inutilement des coûts exorbitants, les rigueurs de-

vraient amener les asiles à pérorer ou déperir. Mais voilà 25 ans qu'on nous l'annonce. Ne serait-il pas temps de passer aux actes ? Pour l'instant, il ne se passe pas grand-chose. Et quand les malades, qui sont pressés, s'interrogent, ils rient jaune :

« — Sainte-Anne, ne vois-tu rien venir ? »

— Je n'en suis pas sûr, mais il me semble apercevoir comme un frémissement. »

Jean Le Merle

(1) H. Korn, biologiste, directeur d'études à l'I.N.S.E.R.M.

(2) A. de Mijolla, psychanalyste.

(3) L. Chertok, psychiatre, enseignant à la Faculté Lariboisière-Saint-Louis.

(4) Dr P.-F. Chanot, médecin-directeur des établissements psychiatriques de la M.G.E.N.

AUX ARMES, ETC.

« La Marseillaise, même en reggae, ça m'a toujours fait dégueuler. »

Renaud

A PARTIR de septembre 1985, tous les enfants (c'est-à-dire dès la maternelle) devront apprendre la Marseillaise à l'école. Chevènement, qui n'en est plus à un « cocorico » près, veut renforcer l'esprit nationaliste et militariste du nouveau citoyen.

La Marseillaise, c'est non seulement un hymne national qui doit conforter l'idée d'un sentiment commun chez les Français (l'idée d'intérêt général qui est l'âme du patriotisme républicain) ; mais c'est également un appel à la haine, une apologie de la violence et du combat par les armes de l'ennemi (quel ennemi ?).

Chevènement est souvent présenté comme se trouvant à la gauche du P.S., mais alors que doit-être la droite du P.S. ? Depuis son intronisation au ministère de l'Education nationale, dans son domaine, il fait pire qu'Hernu (c'est-y Dieu possible ?). Au niveau de l'instruction civique, déjà, c'est pas triste : « Il s'agit d'affirmer dans les esprits la supériorité morale de l'Etat républicain, premier garant des libertés (...). Aujourd'hui comme hier, l'éducation civique est une œuvre de rassemblement. » C'est-à-dire : finie la lutte des classes, il faut rassembler les Français au dessus de leurs divisions par un sentiment patriotique pour gagner la guerre économique (Fabius a déjà donné !).

Son idéologie de l'école n'a rien de neuf, c'est le retour à la bonne vieille dictée, aux devoirs, à la sélection en tous genres. C'est un appel à l'effort individuel, fini le travail de groupes, les pédagogies nouvelles (on se souvient de 1915, mais on oublie 1968), c'est la hiérarchie des valeurs qui s'officialise, culpabilisant les enfants de travailleurs sur le plan social et culturel. Les réactionnaires sont ainsi confortés dans leurs conceptions de l'école sélective.

Au nom du socialisme, Chevènement veut nous faire avaler cet ignoble projet : faire accepter la fin de la lutte de classes, l'obéissance, la compétition et le chauvinisme. De la part de nos sociaux, on n'en attendait pas moins ; le problème, c'est que ce sont les enfants qui en pâtissent.

Virginie Benito
Jean-Pierre Levaray

S'IL
ge
que franç
Bertolo, «
upravlj
né le voca
des année
variante se
upravljaja
nine et qui
administrat
gouvernem
ou problèm
sait l'auteu
forte pour
une parole
cienne, plu
choses an
comme d'a



Assemblée ouv
bles du dic
social, peut
vrent plusie
Le terme
mode, fut
cis dont on
ouvrières d
l'Italie de 1
en passant
1936, la Yo
était revu et
Quand les
les moyens
sent à leur s
recte, gestio
de changem
gestion » ét
il a prévalu.
siècle la Cha
jà la gestio
revendicativ
lisme pours
forts ouvrier
être des tra
d'améliorati
diminution
mentation de
besogne n'e
du syndicalis
tion intégrale
par l'exprop
conise, comm
ve générale,
dicat, aujourd
tance, sera,
production e
réorganisation

2 GESTION DIRECTE ET EXPÉRIENCES « AUTOGESTIONNAIRES »

S'IL faut en croire le *Petit Robert* (éd. 1970), le mot « autogestion » est entré dans la langue française en 1960. Pour Amedeo Bertolo, « le terme yougoslave "samopravljenija" de la traduction duquel est né le vocable "autogestion" au début des années 60, nous semble être une variante serbo-croate du russe "samoupravlenija", terme utilisé par Bakounine et qui peut se traduire soit par auto-administration, soit, justement par autogouvernement » (1). Querelles de mots ou problèmes de fond ? Comme le disait l'auteur précité : « La tentation est forte pour l'anarchiste : l'autogestion est une parole nouvelle pour une chose ancienne, plus exactement pour plusieurs choses anciennes, puisque ce vocable comme d'ailleurs presque tous les voca-

Idéologie et réalité

Quand au mois de mars 1920, à Milan et à Turin, des usines sont occupées, quand dans les campagnes du sud, des gros propriétaires sont expropriés, les travailleurs italiens montaient à l'assaut du vieux monde. Quelques mois plus tard, grèves et lock-out se multiplient et de façon unanime plus d'un demi-million de travailleurs occupèrent les usines dans toute l'Italie du nord.

Comme Luigi Fabri l'écrivit plus de trente ans plus tard dans *Umanita Nova* (2) : « Les patrons et leurs représentants furent mis à la porte, certains partirent spontanément, après avoir nommé un conseil officiel d'administration parmi les ouvriers. Des techniciens firent cause commune avec les travail-

l'histoire où les idées et les organisations libertaires avaient du poids ont été discrètement mises au rencart... L'intelligentsia de gauche avait les yeux tournés vers des expériences qualifiées d'autogestionnaires en Yougoslavie et en Algérie.

U.G.T.A. ou F.L.N. ?

Quand en juillet 1962, la quasi totalité des Européens quitta l'Algérie, l'économie algérienne était désorientée face à cette nouvelle situation politique, sans techniciens, sans cadres. Dans les campagnes, les grands domaines agricoles délaissés par leurs propriétaires pouvaient voir naître un vaste mouvement de collectivisation. Qu'avait prévu le F.L.N. ? Le programme de Tripoli (juin 1962) avait prévu des fermes pilotes dans le cadre de l'Etat et la « collectivisation des grands moyens de production » était demandée.

L'idée d'autogestion en Algérie semble avoir été un produit importé de la vieille métropole ou plutôt une soupe de sécurité employée par le jeune Etat algérien. La relative liberté accordée aux paysans correspond plus à un besoin de relancer rapidement l'agriculture qu'à une prise de position en faveur de l'autogestion.

L'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.) dans son journal *Révolution et travail* a parfaitement exposé le problème : « Qui d'ailleurs pouvait opposer une quelconque alternative à l'action spontanée, à la création sur le tas des travailleurs ? Personne. Ou plutôt si : l'exécutif provisoire créa un bureau à la protection et à la gestion des biens vacants et lança un appel aux colons de revenir ! » (5).

Alors que les fellahs occupaient les terres, formaient leurs propres comités, Ben Bella (nommé fraîchement président de la République algérienne, amorçait la « campagne des labours » et la création de commissions de contrôle nommées par les préfets...

Les expériences de collectivisation agricole en Algérie semblent avoir été permises par L'Etat pour résoudre le problème agraire dans les premières années. Mais entre ceux qui voulaient jouer un rôle sur l'échiquier mondial et ceux qui voulaient gérer leur travail l'accord n'était pas possible. Les quelques expériences d'autogestion dans l'industrie algérienne sont rentrées en concurrence avec des entreprises privées liées à l'Etat algérien. Capitalisme d'Etat ayant force de loi, comme le disait Boumediène au congrès de l'U.G.T.A. en 1969 : « Notre Etat socialiste s'est résolument engagé à ne plus déposséder de compatriotes. »

« Les habits neufs du président Tito »

L'autre pays se réclamant du socialisme et qui était pour certains le berceau de l'autogestion est la Yougoslavie. Comme pour d'autres, le paradis des communes rurales était la Chine. Bref, en 1969, il était de bon ton de dire dans l'extrême gauche française que

le véritable socialisme existait et que son père était Tito. En Yougoslavie, nous disait-on, les ouvriers ont tout pris en mains et font marcher les moyens de production pour eux. Et l'Etat yougoslave, et la Ligue des communistes yougoslaves ?

Au 9^e congrès de la Ligue des communistes yougoslaves (L.C.Y.), une résolution traitait du « développement socialiste en Yougoslavie sur les bases de l'autogestion », et le président Josip Broz Tito précisait dans son rapport : « Nous ne sommes pas partisans d'un développement aveugle et d'anarcho-libéralisme. (...) Malgré certaines faiblesses, nous contrôlons les fluctuations de la production des marchandises et lui assurons un cours de plus en plus favorable. » Ce qui revenait à dire clairement qu'il n'y avait rien à craindre... qu'il avait tout en main. C'est d'ailleurs ce que disait *Pékin Informations* du 22 juin 1964 : « Dans les entreprises soumises à l'autogestion ouvrière, les vrais maîtres sont en fait les directeurs qui représentent la clique de Tito, tandis que les conseils ouvriers et les comités d'administration ouvriers ne sont là que pour la frime (...). »

Face à l'occident, Tito voulait-il refaire à la Yougoslavie une nouvelle façade pour mieux assurer sur le marché mondial ? La situation interne du pays de l'autogestion florissante n'était pas au beau fixe quand en 1981 A. Meisler écrivait dans la revue *Autogestions* : « Quand les prisons et les camps seront à leur tour qualifiés d'autogérés, nous faudra-t-il autant de temps pour ouvrir les yeux ? »

En conclusion

Quand des travailleurs s'emparent des moyens de production, exproprient les capitalistes, c'est un bout du vieux monde qui s'écroule. Quand dans le cadre d'un Etat socialiste, on se sert du mot « autogestion » pour l'intégrer dans les rouages d'un essort économique accru, on fait du capitalisme d'Etat, rien de plus. Si le mot « autogestion » a un sens, c'est dans une lutte révolutionnaire contre le capitalisme et l'Etat. C'est ce que nous, anarchistes, avons appris de l'histoire ! Toute grève débouchant sur la gestion directe d'une entreprise par les travailleurs est un pas vers la révolution sociale. Mais la productivité, les conseils de qualité, tout cela n'a rien à voir avec le socialisme.

Alexis Pierre

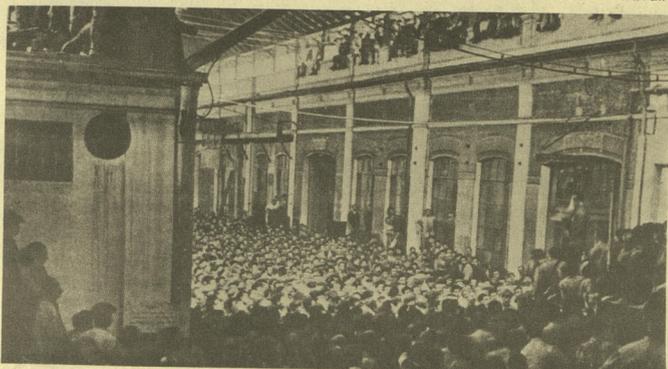
(1) Amedeo Bertolo, article « La mauvaise herbe subversive », in « Interrogations sur l'autogestion », recueil de conférences organisées à Venise par la revue « Interrogations » et le Centre d'études libertaires G. Pinelli, éd. A.C.L.

(2) Luigi Fabri, article d'« Umanita Nova », numéro spécial de septembre 1954.

(3) Bornons-nous à rappeler dans ce que l'on nomme aujourd'hui le mouvement des conseils à Turin, que l'U.S.I. (Union sindacale italiana) était plus que partie prenante...

(4) Lire sur les expériences de collectivisation en Espagne : « Espagne libertaire » de Gaston Leval (éd. du Monde libertaire) et « L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire » de Frank Mintz (éd. Maspéro).

(5) Cité dans « Autogestion, Etat, révolution », groupe Noir et Rouge, éd. de la Tête de feuilles.



Assemblée ouvrière chez Fiat en 1920.

bles du dictionnaire économico-politico-social, peut avoir des sens qui recouvrent plusieurs choses. »

Le terme « autogestion », mis à la mode, fut (et est) un vocable imprécis dont on paraît toutes les expériences ouvrières de gestion économique. De l'Italie de 1920, de la Russie de 1921, en passant par l'Espagne libertaire de 1936, la Yougoslavie et l'Algérie, tout était revu et corrigé selon le mot magique !

Quand les ouvriers prennent en mains les moyens de production et les utilisent à leur seul profit, il y a gestion directe, gestion ouvrière, bref un germe de changement social. Le terme « autogestion » était porté par les médias et il a prévalu... pourtant au début de ce siècle la Charte d'Amiens définissait déjà la gestion ouvrière. « Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme, il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »

leurs et restèrent à leur poste. Mais beaucoup préférèrent s'en aller avec les patrons, ou furent chassés car leur fonction allait de pair avec celle de patron ou actionnaire. Dans chaque usine, des décisions furent prises pour pouvoir continuer la production indépendamment de la direction patronale. Des conseils d'usine se constituèrent là où il n'y en avait pas encore et prirent la direction technique de ces établissements. »

Notre propos n'est pas de nous lancer dans la polémique conseils/syndicats (3), mais de préciser que dans une situation révolutionnaire une grande majorité de travailleurs italiens prend les usines après en avoir exproprié les propriétaires.

Tout comme l'Espagne de 1936 où la C.N.T. et la F.A.I. furent le fer de lance des collectivités agraires d'Aragon, tout comme les tramways, les spectacles publics ou l'industrie textile (4). Mais les travailleurs espagnols étaient en lutte contre l'ordre établi et l'Etat quelque soit l'adjectif dont on veut l'affubler. L'Italie des années 20 et l'Espagne de 1936 ont vu se réaliser des expériences sociales de gestion directe par les travailleurs. Ces événements ont eu lieu dans des périodes révolutionnaires où l'influence des militants anarchistes était grande. Il est assez symptomatique de constater que, dans toute la littérature qui a fleuri autour des années 70 sur l'autogestion, ces périodes de

SOUDAN QUI VA A LA CHASSE...

Le monde est cruel ! Gâfar El Numeiry, maréchal de son état, exerçant laborieusement depuis 16 années un pouvoir absolu à la tête du Soudan est au chômage. Le général Abdel Rahman El Dahab lui a piqué la place, profitant lâchement d'un voyage diplomatique de Numeiry. Ce coup d'Etat du 6 avril est un épisode qui pourrait prêter à sourire si, hélas ! la population ne pâtissait pas de ce théâtre de guignol. Pitoyable et navrant... Conclusion du règne de ce bouffon de maréchal qui laisse prévoir d'autres lendemains tout aussi tristes.

Pour qui s'intéresse aux affaires de ce monde, ce renversement militaire du pouvoir en place par un « conseil militaire de transition » est une idée qui trainait dans l'air depuis pas mal de temps. Washington l'avait laissé pressentir. Malgré, et surtout à cause des multiples avertissements, Numeiry a cru pouvoir s'en sortir comme un grand.

Soutenu à bout de bras par les Etats-Unis qui démultiplient cette aide au travers de l'Egypte, le Soudan assurant son existence interne par une homogénéité politique qui tenait à l'habileté et à l'opportunisme de Numeiry.



Gâfar El Numeiry.

grisme islamique, nous a fait voir un Numeiry racolant Kadhafi, tout prêt à un changement d'alliances et de fait à la rupture des relations privilégiées avec les Etats-Unis.

Les difficultés (le mot est faible !) économiques du Soudan ; l'aspect peu présentable de ce régime aux yeux de l'opinion publique (se souvenir de l'exécution du « Gandhi soudanais » M. M. Taha) ; et les pressions du F.M.I. (banque mondiale), des pays créanciers : ce sont trois bonnes raisons pour changer de

gouvernement. C'est ce que les Américains ont du penser. Adaptation, en fait, des règles du jeu de l'Amérique centrale à l'Afrique noire. Aussitôt dit, aussitôt fait...

Comment être surpris alors, en apprenant mercredi 10 avril que le gouvernement des Etats-Unis a décidé de venir en aide au nouveau Soudan, en offrant une allocation pour financer ses achats de pétrole à court terme. C'est tellement simple, la géopolitique !

Hervé



Manifestation à Khartoum.

Celui-ci contractait, défaisait les alliances comme il respirait : embrassant les ennemis d'hier, jetant en prison les complices de la veille. Dernier exemple en date : l'épuration de l'appareil gouvernemental et du Parti socialiste soudanais, de la Confrérie des Frères musulmans... Son leader et gourou, Hassan Al Tourabi, jusqu'alors dans les petits papiers de Numeiry, avait été à l'origine du dernier caprice du maréchal : le fondamentalisme islamique et, partant, de la loi islamique (œil pour œil, dent pour dent ou les mutilations comme rédemption), la Chari'a.

La période de froid qui suit cette conversion à l'inté-

CONQUÊTE MILITAIRE DES YANOMANIS AU BRÉSIL

Le 13 février 1985, à la suite d'une dissension entre conjurés, on apprenait dans la presse brésilienne le projet de politiciens locaux d'établir un pont aérien en direction de Serra das Surucucus, en plein cœur du territoire Yanomani, afin d'y faire parvenir quelques centaines d'hommes armés. Le but de l'opération est d'avoir un « garimpo » en vue de créer une situation irréversible. On apprenait aussi le 14 février qu'une soixantaine d'hommes armés étaient déjà parvenus dans la région. La F.U.N.A.I. (organisme s'occupant des affaires indiennes) a quand même réagi (une fois n'est pas coutume) et la région est depuis lors cernée par la police militaire et aucune nouvelle nous ne est parvenue depuis lors. Des affrontements sont à craindre entre ces nouveaux « bandeirantes », la police armée, et les groupes indiens yanomani, non encore contactés pour la plupart.

Uk'Amu

NON A L'INDÉPENDANCE-ASSOCIATION NON A LA DÉPARTEMENTALISATION-SAUCISSON

Nlle-Calédonie

PRÉSERVER les intérêts de tous, même s'ils sont diamétralement opposés, voilà le « rêve d'une indépendance réussie », selon Edgard Pisani. Même si aujourd'hui nous ne savons pas exactement quelles sont les propositions qui seront retenues par le gouvernement, nous pouvons sans grand risque déjà dire que les intérêts de la France tiendront une place de choix.

Indépendance-association piège à cons !

Que reste-t-il des grandes déclarations de Nainville-les-Roches ? (Table ronde organisée sous l'initiative du secrétaire aux D.O.M.-T.O.M. où, dans un texte écrit noir sur blanc, l'Etat français reconnaissait le droit à l'autodétermination du peuple kanak (cf. M.L. du 15 septembre). Que reste-t-il des grandes promesses faites par le candidat Mitterrand en 1981 (voir M.L. n° 551) pour une indépendance rapide et pacifique ?

En ces périodes, il n'était pas question de Nouméa port franc, de maintien de contingents militaires français, et de coopération privilégiée... en d'autres termes, d'un territoire « indépendant » solidement rattaché au bon vouloir de l'ex-puissance coloniale.

Ces pirouettes politiciennes qui, de par une dialectique bien affûtée, veulent nous faire prendre la mise en place du néo-colonialisme pour un processus de décolonisation, ne nous surprennent guère, même si la gauche se veut à son heure plus reptilienne que la droite, quoi que l'on fasse, quoi que l'on dise, la poursuite reste et restera toujours de la pourriture.

Départementalisation-saucisson

Mais ceux qui détiennent le paroxysme de la cupidité, c'est encore la bonne vieille droite calédonienne soutenue bien évidemment par la droite métropolitaine. La contre-proposition de Dick Ukeiwé sur le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie est d'une absurdité effrayante. Selon un découpage « scientifique » du territoire calédonien (1), Ukeiwé propose la création de deux régions : la première composée de la côte est,

plus les îles Ouvéa, Lifou, Maré et Belep, administrée par les indépendantistes ; et la seconde, composée de la côte ouest et de l'île des Pins, qui serait département française.

Seulement voilà, si Dick Ukeiwé prend ses rêves politiques pour des réalités, les découpages économiques et politiques demeurent ce qu'ils sont et ne se modifient que rarement au profit d'une vision fantasmagorique. Si les usines de traitement du nickel se trouvent implantées sur la côte ouest du pays, les mines en revanche sont majoritairement situées sur la côte est. A ce propos, il serait intéressant de savoir comment se contracterait entre ces deux régions cette nouvelle donnée économique.

Sur le plan agricole et des richesses naturelles, excepté le nickel, la côte est représenterait 20% des ressources, alors que la côte ouest en représenterait 80%. Je serais également sur ce point assez curieux de savoir comment Ukeiwé s'y prendra pour faire avaler cette pilule aux indépendantistes.

Enfin, la brousse ouest est peuplée de tribus mélanésiennes qui, depuis le 18 novembre, n'ont guère manifesté d'enthousiasme à la présence française sur leurs terres. Alors seront-elles déportées, exterminées ou réprimées ? Tant de questions qui se posent pour un projet qui est sûrement le plus farfelu qui n'ait jamais été présenté.

Surtout, si ma mémoire est bonne, quand le R.P.C.R. le 13 juillet 1983 à Nainville-les-Roches déclarait « renoncer au thème de la départementalisation (conversion du T.O.M. en D.O.M.), consacrant ainsi et pour longtemps l'appartenance du territoire à la France », et accepter la perspective d'un statut d'autonomie interne. Que dire encore, quand on se souvient que Pierre Mesmer dénonçait l'année dernière au Parlement l'Assemblée de pays » du statut Lemoine comme rétrograde, alors que le R.P.R. applaudit aujourd'hui le « Sénat coutumier » proposé par Dick.

Où encore quand Jacques Toubon hurlait au séparatisme face au projet du secrétariat d'Etat aux D.O.M.-T.O.M., alors qu'ils veulent entériner le plan du R.P.C.R. qui va au moins aussi loin ! Il y a décidément une logique politicienne qui dépasse tout raisonnement du mortel commun.

Pour un référendum en septembre

Au milieu de ce marasme politique, M. Edgard Pisani a confirmé, après son entrevue avec François Mitterrand, que la date du référendum se situerait à 15 jours près dans le courant du mois de septembre. Seulement voilà : à six mois dudit référendum, nous ne connaissons ni les modalités de vote (quels seront les participants appelés à se prononcer sur l'avenir du territoire ?) ni le contenu de ce même référendum, à savoir sur quelles propositions les votants devront s'exprimer ? En gros, la seule chose qui est à peu près claire, c'est qu'il y aura un référendum et que des électeurs seront appelés à y participer.

Depuis Nainville-les-Roches, où déjà ces problèmes avaient clairement été énoncés, nous devons bien admettre qu'on a guère avancé. Le seul changement notable, du côté gouvernemental, c'est qu'à l'époque Georges Lemoine affirmait avoir la meilleure proposition pour la Calédonie, et qu'aujourd'hui, c'est Pisani qui effectue la même affirmation.

Néanmoins, nous espérons que le jour du vote, les électeurs sauront lesquels d'entre eux pourront se déplacer, sans être expulsés des isolets, et qu'ils auront autre chose à mettre dans l'urne que du papier blanc. Sans quoi, et je pense que vous en conviendrez, ce serait un événement historique sans précédent. Vote camarade ! On te dira pourquoi ensuite...

Cette affaire devrait avoir encore, dans les semaines à venir, quelques rebondissements notoires. D'ailleurs, d'après certains plaisantins, il paraîtrait que M. Pisani se préparerait à partir en vacances pour quelques jours en Guadeloupe : pour voir s'il n'est pas possible d'y faire avancer le schmilblick ?

Roland
Gr. Kropotkine

(1) D'après le « Figaro » du 27 mars une étude géographique d'un chercheur du C.N.R.S. montre comment la Nouvelle-Calédonie est coupée en deux : sur la côte ouest, une Calédonie attachée au développement de la société industrielle et urbaine ; et sur la côte est, une Calédonie refusant cette évolution. Après cela, il n'y a plus de doute, même la connerie peut être scientifique...

GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES L'HEURE DES REPRÉSAILLES ET DES LICENCIEMENTS

De part et d'autre du pays, la National Coal Board (N.C.B., direction des charbonnages) œuvre pour mettre en place une politique d'heures supplémentaires. De nouvelles méthodes de travail ont d'ores et déjà été introduites par la direction dans certains puits. Celle-ci insiste pour que des heures de travail supplémentaires ou des heures de maintenance soient effectuées durant les week-end. Tant que ces mesures ne seront pas mises en application, la N.C.B. entend mener une politique de licenciements comme méthode de représailles.

Le nouveau fonctionnement

Les directives du N.C.B. (reste à savoir dans quelle mesu-

re elles ne relèvent pas directement du gouvernement) sont pour le moins explicites ; il s'agit bien d'établir un régime disciplinaire dans tous les puits dès que possible, en vue de satisfaire les plans prévisionnels de production.

De nombreux mineurs ont été renvoyés à leur foyers, sans indemnités, pour des raisons dérisoires ; d'autres encore ont été licenciés tout simplement pour avoir fait connaître leur désaccord avec la direction, laquelle n'a pas hésité à transgresser les accords de travail établis antérieurement.

Dans l'un des puits du sud-Yorkshire, à Manvers, 16 mineurs ont été renvoyés depuis la reprise du travail, pour « abus verbal » envers les briseurs de grève. Cette action de repré-

saille est révélatrice de la politique menée par le directeur du N.C.B. de cette région ; en effet, celui-ci annonçait lors de l'une de ses déclarations que toutes formes d'abus verbal envers les briseurs de grève seraient suivies d'un renvoi immédiat.

Suppression des indemnités chômage

Les mineurs licenciés ont été « prévenus » dans certaines régions qu'ils ne pourraient en aucun cas réclamer des indemnités de chômage ou une quelconque indemnité sociale. Le D.H.S.S. a déclaré qu'en ce qui le concernait, tout mineur licencié contestant son renvoi rentre en rébellion directe avec le N.C.B. Par ailleurs, les mineurs qui sont en instance juridique pour être licencié (cette procédure pouvant durer des mois) rentrent dans la catégorie des exclus des indemnités. Le D.H.S.S., pour justifier cette mesure, argue du fait que ces derniers ont une chance de réintégration.

Selon le règlement en vigueur, le D.H.S.S. se doit d'allouer une somme pour tous ces cas de figure. Au lieu de cela, elle allègue des excuses boiteuses parfaitement récusables ; malheureusement, nous savons par expérience, les délais nécessaires pour remettre en cause une décision venant du D.H.S.S. La D.H.S.S. s'ingénie systématiquement à créer des obstacles afin de décourager les mineurs qui poursuivent le combat pour leur réintégration.

Tout mineur licencié — même s'il a été acquitté en justice — perd toutes ses chances

pour revendiquer les indemnités de chômage lui revenant pourtant normalement de droit.

Dans certains cas, cela signifie la perte de 30 000 livres pour la participation à un piquet de grève. Selon un rapport effectué, il existe d'ores et déjà des cas où les mineurs ont été condamnés à 50 livres d'amendes pour « violation de la paix » ; et pour ce même fait, d'autres ont été renvoyés et exclu d'indemnités de chômage. Dans les faits, il apparaît par conséquent que les grévistes ont été réprimés de trois manières différentes : la condamnation en procès, le licenciement et enfin la perte de 30 000 livres d'indemnités.

Les lock-out

A Betws, dans le sud du Pays de Galle, la direction a effectué un licenciement de 250 mineurs qui refusaient le travail en heures supplémentaires. En conséquence de quoi, 700 mineurs ont mené un mouvement

de protestation qui s'est soldé par une grève.

Un fait similaire s'est déroulé à Markham Main (dans le sud du Yorkshire), l'un des puits les plus militants et l'un des derniers à reprendre le travail. Dans ce cas, la direction n'a pas perdu de temps pour tenter d'introduire de nouvelles méthodes de travail : son action s'est soldée par une grève de 1 700 mineurs. Dans le Lancashire, 1 800 mineurs ont été renvoyés des puits, pour avoir également refusé d'effectuer des week-end de maintenance.

Toutes les fois qu'un lock-out a lieu, la direction réprime la main d'œuvre en abaissant le taux du salaire horaire. Le chantage opéré par le N.C.B. est clair... Il signifie que si les mineurs entendent obtenir un salaire normal, ils doivent se résoudre à retourner dans les puits pour y effectuer, sous la pression, des heures supplémentaires.

Extrait de « Black Flag »

UNE RÉPRESSION...

PETER GATES, qui fut l'un des fondateurs du comité de soutien aux mineurs britanniques de Camden, St-Pancras et Finsbury (ce comité comprend des militants du D.A.M. de la section de Londres (1), ainsi que des membres du Collectif anarchiste) et qui compte parmi les militants les plus actifs, a été condamné à une peine de prison d'une durée d'un an, uniquement pour avoir participé à un piquet de grève. Il avait été condamné une première fois à une peine de deux ans ferme, réduction due à sa paternité récente.

La charge alléguée contre lui est « violence à l'égard des forces policières ». En effet, alors que la police tentait de disperser un piquet de grève à Kingscross station, Peter, présent, a participé à une échaffourée avec les forces de l'ordre durant l'été dernier.

Peter, travailleur du bâtiment et organisateur actif d'une section du syndicat des travailleurs du bâtiment est actuellement incarcéré à la prison de Wormwood.

Extrait de « Black Flag »

(1) D.A.M. : mouvement d'action directe, section britannique de l'A.I.T.

ITALIE UNE FARCE TRAGIQUE

En matière d'affaires politiques, il est courant que la vérité apparaisse un jour ou l'autre au grand jour ; les motifs d'un tel événement peuvent être multiples : intérêts, nécessité de cacher d'autres « vérités », jeux de pouvoir, mais aussi remords ou sens de la culpabilité.

Pour notre part, nous ignorons le motif qui a poussé l'ex-officier du S.I.D. (services secrets italiens) à avouer, il y a quelques jours, à la cour d'appel de Bari, que la « piste Merlino-Valpreda » n'a jamais existé, qu'elle fut intégralement inventée à partir de fausses pièces à conviction par les dirigeants du bureau du S.I.D.

Cette déclaration a explosé en pleine salle d'audience, au vu et au sus des juges et des témoins, lesquels ont depuis plusieurs années traversé systématiquement les faits. Selon un scénario classique dans ce genre de rebondissement, les différents responsables s'accusèrent mutuellement. Cet imbroglio d'accusations n'a en rien modifié notre jugement à propos de l'ins-

truction qui, pendant 16 ans, s'est évertuée à masquer la vérité pour les besoins de l'Etat ; bien que certains aveux confirment l'évidence, à savoir que l'Etat non seulement connaissait ceux qui avaient organisé « matériellement » les attentats de 1969, mais également que dès le début, celui-ci a tout mis en œuvre pour embrouiller l'enquête par le biais de la théorie des « opposants extrémistes ».

Valpreda hurlait depuis longtemps son innocence ; sa libération n'a pu résulter que d'une longue mobilisation de masse ou encore d'une sensibilisation de la conscience de chaque individu, prêt à s'élever contre un pouvoir arrogant et corrompu. Loin de nous l'idée que l'Etat actuel soit moins arrogant ou moins corrompu que les précédents, il est simplement plus raffiné et plus rusé ! Il a acquis en matière de machination une telle expérience qu'il peut se targuer d'être l'un des « spécialistes » en Europe.

Deux questions se posent : pourquoi l'Etat a-t-il permis que l'un de ses « ex-valets »

fasse une telle révélation et pour quelles raisons tiendrait-il à rappeler la responsabilité des services secrets dans l'enquête ? A ce jour, les hypothèses les plus fantaisistes peuvent être envisagées, mais l'expérience nous apprend qu'en cherchant à tout prix une réponse logique aux actions et aux comportements de ceux qui exercent le pouvoir, on en vient souvent à perdre toute justesse de vues. La vérité git quelque fois là où on l'attend le moins...

En l'occurrence, la réalité pourrait être la suivante : ayant constaté de quelle façon ses supérieurs ont réussi à se disculper, cet agent secret, poussé par le remords et la « mauvaise conscience », se serait résolu à faire cette révélation. A une époque où la crise des valeurs est annoncée par les aveux des repentis/ex-terroristes, pourquo ne pas imaginer que Gaetano Stanzilli, ex-officier du S.I.D. est le premier des repentis d'Etat ?

Jules Elisard
Traduit de « Umanita nova »

A L'HEURE DE LA REVANCHE

Les briseurs de grève de Nottinghamshire ont pris la décision d'exclure de leur section tous ceux qui ont participé au mouvement de grève des mineurs durant ces douze derniers mois. Ils se réfèrent à une règle syndicale qui exclut des sections tous les militants syndicaux qui n'ont pas payé leurs cotisations syndicales depuis huit semaines consécutives.

Les briseurs de grève arguent du fait que la grève n'a jamais été officialisée, et en tant que telle, la participation à cette grève ne peut en aucun cas constituer un motif valable pour le non paiement des cotisations. De cette manière, ils espèrent conserver leur suprématie pour au moins une année encore, en s'efforçant de consolider leur nouveau « spencerisme ».

Extrait de « Black Flag »



ITALIE NOUVELLES BRÈVES ANTIMILITARISTES

Pippo Scarso, détenu à la prison civile de La Spezia a obtenu son assignation à résidence.

Mario Terzi, quant à lui, a été libéré, et « bénéficie » du régime de liberté conditionnelle jusqu'au terme de la peine pour laquelle il a été condamné.

Giancarlo Tecchio a été remis en liberté, étant donné qu'il a obtenu sa deman-

de pour effectuer le service civil.

Ce même jour, Sandro Ottori est passé en procès pour avoir refusé d'assister à la levée du drapeau. Bien que condamné à 8 mois d'emprisonnement, Sandro, eu égard sa « bonne conduite », a été remis en liberté provisoire, en attendant que la commission examine sa demande pour effectuer un service civil.

Extrait de « Umanita Nova »

ERNST TOLLER L'ÉCRIVAIN CONTRE LE POUVOIR

ERNST TOLLER (1893-1939), écrivain, dramaturge et poète allemand, joua un rôle important pendant la République des conseils. Cependant, on pourra être étonné de nous voir lui consacrer ici une étude. En effet, Toller n'était pas un anarchiste au sens littéral du terme. Mais le soutien actif qu'il apporta à la cause de la révolution, sa méfiance des communistes, son combat contre les socio-démocrates et, enfin, son admiration pour l'anarchiste Landauer, le placent incontestablement dans la mouvance libertaire de cette époque.

Présent à la réunion de tous les conseils d'Allemagne qui se tient à Berlin du 16 au 21 décembre 1918, il ne peut que constater l'esprit de démission et les magouilles de la plupart des délégués. Il faut préciser que sur 489 mandatés, seulement 179 étaient des ouvriers ou des employés. La réunion consacra les objectifs des réformistes : faire succéder à l'Empire allemand une république parlementaire. Toller sait que bientôt la Bavière sera pratiquement seule à ne pas renoncer, à ne pas remettre le pouvoir aux réformistes et aux bureaucrates. Ailleurs, les conseils s'écroulèrent (Mannheim, Essen, Nuremberg...) ou furent réprimés facilement (Brême, Hambourg). Quant à Berlin, ce fut surtout un putsch spartakiste mené par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Lorsque la République des conseils est proclamée en Bavière dans la nuit du 6 au 7 avril 1919, Toller devint le président du conseil des commissaires (gestionnaires mandatés). Il eut la lourde tâche d'harmoniser et de coordonner les diverses décisions. Il tenta également d'établir, avec l'anarchiste Mühsam, les

principes d'un art nouveau, notamment un théâtre populaire. Le prestige de Toller parmi les ouvriers était grand. Le 13 avril 1919, la république manque d'être renversée une première fois par des soldats, les communistes saisissent l'occasion pour prendre les commandes. Ils excluent Toller des responsabilités, le font même arrêter. Sous la pression des conseils, ils durent le relâcher et lui confier un poste militaire : défendre le secteur nord de Munich.

A Dachau, le 16 avril, il mène un combat victorieux contre les troupes contre-révolutionnaires. Les ouvriers de la localité se joignent spontanément aux combattants des conseils qui l'emportent alors facilement. Toller écrit, modestement, à ce sujet : « Ce sont les ouvriers et les soldats de la République des conseils qui ont remporté cette victoire et non leurs chefs (...). Le front uni des travailleurs s'est constitué dans l'action. » Par ailleurs, il fait traiter convenablement les prisonniers, leur laissant le choix entre le départ ou se joindre aux conseils. « Nous nous battons pour un monde plus juste et, nous qui revendiquons l'humanité, nous devons être humains. » Il fera tout pour empêcher les exécutions d'otages par le K.P.D.

La révolution fut écrasée avec une violence qui rappelle la commune de Paris, Toller échappa au carnage pour se retrouver en prison avec Erich Mühsam. Ils seront libérés en 1923.

Toller était sans conteste un idéaliste, c'est-à-dire ayant foi dans le prolétariat mais refusant d'entrer dans une structure révolutionnaire (les socio-indépendants auxquels il appartient un temps étaient une réunion hétéroclite, sans



doctrine commune). Il fit preuve de lucidité cependant durant la révolution bavaroise. L'acharnement et la spontanéité avec lesquelles les ouvriers de Munich combattirent prouvent de réelles convictions, mais il sut voir certaines limites : la désorganisation des différents services, l'incompétence compréhensible de militants placés à des postes-clés, les sabotages, les dissensions.

Il faut lire ses mémoires publiées sous le titre *Une jeunesse en Allemagne* (1), elles constituent à ce jour le meilleur témoignage sur l'épisode des conseils de Bavière, bien que cet ouvrage soit très pessimiste. Il faut le replacer dans son contexte : en 1933, date de parution, le nazisme triomphait, Toller prenait l'exil. Il se suicida de désespoir peu après. On trouve dans ce livre la description du climat précédant la révolution allemande, l'épisode des conseils, bien sûr, et la captivité. Toller était assez représentatif de ces intellectuels et artistes allemands qui, contre la « République fortaite » (Weimar) des bouchers socio-démocrates et conservateurs, tentèrent

d'élaborer une culture de contestation, d'autant plus que les nazis prenaient peu à peu de l'importance. Le manque de préparation et de résistance des classes populaires, la tactique aberrante des partis de gauche précipitèrent la victoire d'Hitler. Cet événement fut, on l'oublie parfois, une véritable hécatombe culturelle qui décima de brillants esprits : Odon Von Horvath, Kurt Tucholsky, Klaus Mann, Erich Mühsam, Ernst Toller.

Yves (C.L.E.A.)

(1) « Une jeunesse en Allemagne », E. Toller, éd. L'Âge d'homme, coll. Germanica, Lausanne, 1974.

Les ouvrages en français, concernant les conseils de Bavière, sont peu nombreux. Citons : « Spartacus et la Commune de Berlin », A et D. Prudhommeaux, éd. Spartacus, Paris 1977.

« Erich Mühsam », R. Lewin, éd. Le Monde libertaire, juin 1968.

Conforme à la thèse léniniste : « Vie et mort d'un révolutionnaire », Rosa Meyer-Léviné, Maspero, Paris 1980.

Textes en allemand : « Erich Mühsam », Wolfgang Haug, Trotz dem Verlage, Berlin 1979 ; « Von Eisner bis Léviné », Erich Mühsam, Berlin 1929 ;

« Die Mûchener Räterepublik », Tankred Dorst, Surkampverlag, Francfort 1966.

LANDAUER LA PENSÉE ET L'ACTION



Gustav Landauer

non répressive et d'autres plus discutables comme la révocation des anciens instituteurs ou la suppression de l'histoire, matière sujette à propagande.

De toute façon, ces diverses mesures ne purent être appliquées, faute de temps et de moyens. Un putsch avorté prive les conseils de la personnalité de Mühsam. Ce sont alors les communistes qui récupèrent la République des conseils. Ils prennent soin de tenir Landauer à l'écart de toute responsabilité, malgré ses offres de service. Mis sur la touche, il reste cependant le témoin des pratiques du parti communiste (K.P.D.). Il envoie une lettre au dirigeant Eugène Léviné : « Je vois dans votre œuvre et je regrette

de devoir constater que dans les domaines économiques et intellectuels, vous ne vous y entendez pas. », ou encore « Je regrette (...) que ce ne soit plus qu'en moindre partie mon œuvre, une œuvre de chaleur et d'élan, de culture et de renaissance qui est maintenant propagée. »

Cependant, Landauer n'eut pas toujours une attitude très lucide. Ainsi, contre l'avis de Mühsam, qui le raconte dans ses mémoires *Von Eisner bis Léviné* (2), Landauer toléra un provocateur, Schneppenhorst, qui changea de camp après avoir semé le désordre. Naïvement, Landauer lui avait fait confiance. Lorsque Munich fut encerclé par les contre-révolutionnaires, il proposa d'envoyer un enfant comme émissaire pour attendrir les soudards ! Bref, l'homme avait une grande sincérité, mais parfois un certain manque de réalisme. Landauer n'avait sans doute pas la capacité d'analyse et d'adaptation d'Erich Mühsam, l'autre grande figure anarchiste des conseils.

Cependant son prestige était reconnu et les diffamations à son égard furent proportionnelles. On lui faisait porter les pires crimes dans la propagande des blancs. En France même, l'*Humanité* de cette époque (socialiste) le considérait comme un voleur d'argentier ! Aussi, les soldats qui le capturèrent le 2 mai 1919 l'abattirent sauvagement. Ernst Toller raconte dans ses mémoires cette fin atroce qui vaut la peine d'être reproduite ici. Landauer fut d'abord frappé. « Landauer s'effondra sous les coups, cependant il se relève et veut commencer à parler, alors le maréchal des logis tire sur Landauer qu'une balle à la tête atteint. Landauer respire encore (...). On le retourne sur le ventre, en criant : " En arrière, on va lui en donner une autre ! ". Le maréchal des logis lui loge une balle dans le dos et, comme Landauer tressaille encore, il l'achève à coups de pieds. Après quoi, on lui arrache ses vêtements et l'on jette son cadavre dans la buanderie » (3). Et après quoi fut rétablie la démocratie parlementaire en Bavière !

Quelles que soient les discussions autour de son œuvre écrite, sa mort fut une lourde perte pour le mouvement anarchiste allemand. Landauer, théoricien et militant, est tombé pour avoir tenté de joindre la pensée et l'action révolutionnaire.

Yves (C.L.E.A.)

(1) « La Révolution », éd. Champ-Libre.

(2) Voir bibliographie de Mühsam in R. Lewin, « Mühsam », éd. Le Monde libertaire.

(3) « Une jeunesse en Allemagne », éd. L'Âge d'homme, p. 192.

NÉ en 1870, dans une famille de la bourgeoisie juive, Gustav Landauer eut un itinéraire politique particulier. D'abord marxiste (ou du moins affilié à un courant), il rejoint le groupe des Jungen au sein du S.P.D. (social-démocrates). Puis, il devient anarchiste grâce à l'influence du militant allemand Benedikt Friedländer qui lui fait découvrir les œuvres de Kropotkine et de Proudhon. Landauer est alors expulsé physiquement des débats de la II^e Internationale, en 1896. Il anime alors le journal *Der Sozialist* qui publie de nombreux textes anarchistes. Son activité lui vaudra, à cette époque, plusieurs arrestations.

Il publie ses œuvres maîtresses : *La Révolution* (1908) et *Appel au socialisme* (1908-1911). Sur le plan théorique, l'apport de Landauer suscite parfois des interrogations dans les milieux anarchistes. Encore faudrait-il posséder l'ensemble de son travail et en français ! Un seul livre existe et fort mal traduit (1). Disons que Landauer a élaboré une œuvre très personnelle depuis les textes de Proudhon. Il y ajoute sa culture juive (ses thèses ont eu une influence sur le projet — vite perverti — des kibboutz) et un vocabulaire philosophique ouvrant parfois sur plusieurs interprétations, notamment l'identification de la révolution avec un « Esprit » libérateur, à la limite du spirituel.

Mais l'apport essentiel de Landauer et qui peut encore nous intéresser aujourd'hui est sa définition de l'alternative révolutionnaire. Il prône la constitution d'un début de pratique sociale, différente, amorce d'une autre société (coopératives, groupements divers...). A la différence des alternatives actuelles de Berlin, qui tendent vers un capitalisme marginal, Landauer rattache toujours ses propositions à un projet révolutionnaire. Comme l'écrivait René Forain dans ces mêmes colonnes (M.L. n° 125), cela peut se résumer ainsi : la conciliation d'un anarchisme de développement et de rupture : la révolution. Les deux semblent conciliables pourvu qu'ils soient inséparables.

En ce qui concerne son activité pendant la République des conseils de Bavière, elle fut loin d'être négligeable. Après avoir lutté contre la déclaration de la guerre en 1914, il reste d'abord en retrait. Puis, il s'investit dans les premiers mouvements de conseils à Munich en 1918. Il est aux côtés de son compagnon Erich Mühsam en avril 1919 lorsqu'il pousse à proclamer la République des conseils. Une fois celle-ci établie, Landauer devient responsable de l'éducation et lance des propositions audacieuses : accès libre à l'université pour les personnes de plus de 18 ans, limitation au maximum des diplômes, pédagogie

« A LA RECHERCHE D'UN COMMUNISME LIBERTAIRE »

DE DANIEL GUÉRIN

QUAND on arrive à un certain âge et qu'on décide d'écrire son autobiographie, de faire le bilan de son engagement politique ou de rédiger une espèce de testament politique, on est toujours pris entre le cœur et le ventre.

D'un côté, en effet, on sent bien qu'il ne sert à rien de tricher. La mort est là, qui gratte à la porte. Le diable ne prend plus la peine de dissimuler son arrogance et nous tutoie ouvertement. Le présent se dérobe et l'avenir flirte sans pudeur avec le néant. Alors, à quoi bon jouer à cache-cache avec la vérité ? L'heure n'est plus à penser à crédit !

Mais d'un autre côté, le choc d'un bilan où le dérisoire le dispute souvent au pitoyable est tel que la tentation est grande de biaiser une dernière fois en jetant de-ci de-là quelques touches de maquillage sur les rides de son propre passé. Après tout, si ce genre de faux passeport pour l'au-delà enlève à son auteur tout espoir de pouvoir un jour se regarder en face, du moins peut-il l'aider à survivre encore un peu dans le regard des autres !

Dans ces conditions, le fait que Daniel Guérin ait choisi, dans ce livre qui est à la fois un bilan de son itinéraire poli-

tique et un testament politique, de nous présenter un ensemble de textes écrits entre 1956 et 1983 (1) et donc de ne pas céder à la facilité de la réécriture de son passé, témoigne d'un certain courage (2). Et ce d'autant plus que cet ensemble de textes respire à peu près autant la cohérence qu'un enfant du Sahel la bonne santé.

Daniel Guérin, en effet, n'a pas cessé depuis 1930 de chercher quelque chose et de se chercher lui-même. D'abord « anti-stalinien viscéral, tout à la fois socialiste de gauche autour de Marceau Pivert et syndicaliste-révolutionnaire sous la houlette de Pierre Monatte » ; puis « allergique à toute version de socialisme autoritaire qu'il se nommât jacobin, marxiste, léniniste, trotskiste... ». Puis « en-fermé dans un anarchisme classique », puis marxiste libertaire. Après 1968, coéquipier de Fontenis au Mouvement communiste libertaire (M.C.L.), membre de l'Organisation communiste libertaire (O.C.L.), première et seconde manière. Et enfin, aujourd'hui, militant de l'Union des travailleurs communistes libertaires (U.T.C.L.).

De même, le communisme libertaire dont il se réclame aujourd'hui et qu'il voit comme la résultante d'une révolution

socialiste et autogestionnaire, ou si l'on veut, conseiliste » est à l'évidence une espèce d'O.V.N.I. à géométrie variable. « Intégrationiste, synthèse, voire dépassement de l'anarchisme et du meilleur de Marx », « dépassant le communisme et l'anarchisme », « appréciant la nature exacte des conditions objectives... grâce à la méthode élaborée par Marx et qui n'a point vieilli, le matérialisme historique et dialectique (...) », etc., il évolue constamment à la frontière du marxisme et de l'anarchisme (un anarchisme « épouillé au préalable de pas mal d'infantilisme, d'utopies, de romantisme... »).

Comme on le voit Daniel Guérin n'a eut de cesse tout au long de sa vie d'osciller entre le marxisme et l'anarchisme avec dans une main la valise méthodologique marxiste et dans l'autre la brosse à dents anarchiste. Telle est l'explication d'une vie militante agitée et d'une pensée politique qualifiée d'anarchiste par les marxistes et de marxiste par les anarchistes.

Ce livre qui, répétons-le, constitue un regard sur soi plein d'honnêteté et de courage, reflète parfaitement la vie et la pensée de son auteur. Son titre en exprime à lui tout seul la substantifique moëlle. Daniel Guérin a effectivement toujours été en situation de recherche. Et à la recherche non pas du communisme libertaire, mais d'un « communisme libertaire. Un communisme libertaire mariant l'intellect marxiste et le cœur anarchiste. Un communisme libertaire introuvable, donc... ce qui explique la recherche permanente.

J.-M. Raynaud

(1) « A la recherche d'un communisme libertaire », Daniel Guérin, éd. Spartacus.

(2) D. Guérin a cependant procédé à quelques « petites » retouches dont la principale est d'avoir remplacé les termes « socialisme libertaire » et « marxisme libertaire » par « communisme libertaire ».

SPÉCIAL COPINAGE



Guy Bedos se produira le 18 avril à Vernouillet (Yvelines), le 20 à Othis (Seine-et-Marne) et le 23 à Fresnes (Val-de-Marne).

Pierre Desproges, quant à lui, sera le 19 au Théâtre municipal d'Auxerre (Yonne) et le 20 au Collège de Sausure, à Grand-Lancy (Suisse).

Patrick Font brûlera les planches à Manosque, le 23 avril ; tandis que Philippe Val sera le 21 à la M.J.C. de Dunkerque (Nord).

Qu'on se le dise...

« PROUDHON »

DE PIERRE ANSART



LES éditions Le Livre de poche viennent de publier une étude inédite de Pierre Ansart sur P.-J. Proudhon (1). Pierre Ansart nous a habitué à des compositions solidement construites, alliant une écriture limpide à une érudition universitaire. Là encore, il s'est remarquablement acquitté de la tâche qu'il s'était fixée : la démonstration de l'actualité de l'analyse et des propositions sociales de Proudhon.

L'ouvrage débute par une biographie sommaire. Puis, c'est l'essentiel de l'œuvre considérable du Bisontin que nous expose Ansart selon trois grands ensembles de thèmes :

- la critique économique et sociale ;
- la philosophie pratique sur laquelle se fonde sa conception du socialisme ;

- la société socialiste ou mutualiste.

Par la critique économique et sociale, ce sont les analyses du capitalisme, des classes sociales et de l'Etat qui sont largement développées. Nous pouvons, aujourd'hui encore, mesurer la pertinence du propos et par comparaison la flasque et vaniteuse analyse sociale marxiste.

Le chapitre philosophique débute par la critique des illusions collectives tels que la religion et le contingent d'aliénations que diffusent les tenants du libéralisme, de la démocratie et du communisme.

Proudhon doit se forger un instrument, une méthode de pensée afin de décortiquer les théories de ses adversaires (la théologie, l'étatisme, l'utopie) et construire ses propositions : c'est la dialectique

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 18 avril :

« Attention fragile » (9 h 30 à 11 h) : l'émission reçoit deux éducateurs de l'A.C.A.P.E.S. (coopérative de consommateurs au Sénégal).

« A fleur de poésie » (11 h à 12 h) : Théophile qui parlera du Printemps de Bourges.

« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Bernard Haillant et Anne Sylvestre (sous réserve).

« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : le C.O.D.E.N.E. à propos de la chaîne humaine du 21 avril.

« Jazz en liberté » (22 h à 1 h) : le jazz latino. Invités : Claudio Alvarez et Marie Castets.

• Samedi 20 avril :

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : la répression antisindicaliste à la R.A.T.P., rencontre avec des militants du livre C.F.D.T.

• Dimanche 21 avril :

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : émission spéciale Auvergne.

• Lundi 22 avril :

« Avis sur le théâtre » (10 h 30 à 12 h) : Goldoni.

« Putains » (12 h 30 à 14 h) : une émission avec Jean Guidoni, qui présentera son nouveau disque, et Max Chaveil, auteur de « Le corps prostitué » (éd. Galilée).

« A bâtons rompus » (14 h à 16 h) : la vie quotidienne à la lumière du fonctionnement du cerveau, avec le S.I.R.I.C., collectif auteur de « Allo... moi ? ici les autres » (éd. Empirika).

• Mercredi 24 avril :

« Allo Maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : émission médicale : l'hypertension.

• Jeudi 25 avril :

« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : émission de l'Union pacifiste de France, avec Didier Daeninckx, auteur de romans policiers pacifistes.

La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (métro République) organise le samedi 27 avril, à partir de 16 h, un forum-débat sur Gaston Couté (poète libertaire) avec la participation de Gérard Pierron.

NAISSANCE

L'Association syndicale des prisonniers de France (A.S.P.F.) est née ! C'est la première association de prisonniers et ses statuts sont déposés.

Pour en savoir plus, écoutez Radio-Libertaire (Paris et région parisienne), tous les mardis à 20 h. Sinon rendez-vous au prochain Monde libertaire.

sérielle. Il doit aussi développer une philosophie sociale articulée autour des thèmes du travail, de la vie sociale libérée, de la justice et de la révolution.

Puis, nous arrivons à l'expression de la société mutualiste. L'autogestion, comme conception globale de l'économie est ainsi distinguée dans l'agriculture, les entreprises moyennes et la grande industrie, sans négliger la nécessité de l'organisation de la production et sa planification. Le fédéralisme, comme type de coordination administrative fondée sur le contrat réciproque, égalitaire et commutatif.

L'ensemble de l'exposé est truffé de citations répertoriées de Proudhon, et de courts extraits d'ouvrages remarquables tels que ceux de G. Gurvitch, J. Bancal et B. Vovienne.

Mais, il faut signaler quelques lacunes :

- l'auteur classe dans le chapitre « Autogestion » les pré-tentions gestionnaires des chrétiens modernistes officiant entre autres à la C.F.D.T. et au P.S.U. ;
- l'œuvre constructive de la révolution espagnole n'est pas évoquée ;
- les ouvrages de Proudhon disponibles dans des éditions récentes sont passés sous silence.

Néanmoins, le style est vif, alerte et passionnant. En somme, c'est un livre essentiel à la connaissance de l'œuvre de Proudhon. C'est aussi un des plus récents et argumentés plaidoyers pour le socialisme libertaire.

Jean-Denis Laison Bas-Rhin

(1) « Proudhon : textes et débats », éd. Le Livre de poche, en vente à la librairie du Monde libertaire, 30 F.

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE KANAK EN LUTTE

(Suite de la page 3)

Parce que cet Etat colonial qui emprisonne et tue à travers ses gendarmes, comme auparavant en Algérie, ose parler au nom du « peuple de France » et se dire « de gauche ». Une fois de plus, un gouvernement « socialiste » assure et défend l'ordre colonial avec la plus parfaite hypocrisie.

Hypocrisie du « vote démocratique : un homme, une voix » qu'il veut imposer, alors que seul le peuple kanak est colonisé, que ce peuple a volontairement été rendu minoritaire sur sa terre, qu'il a obtenu le droit de vote en même temps que le rapport de force démographique évoluait en sa défaveur, qu'il court le risque de se faire massacrer... alors que seul le peuple kanak doit se prononcer sur son avenir et que le droit à l'indépendance d'un peuple colonisé ne se négocie pas.

Hypocrisie face à la violence : le couvre-feu en Nouvelle-Calédonie ne concerne que les Kanaks, comme l'on prouvé les rassemblements réalisés sans difficulté par l'extrême droite en de multiples occasions ; en revanche, les forces de l'ordre n'assurent que la sécurité des non-Kanaks et interviennent à l'intérieur des réserves avec une brutalité déjà rencontrée au cours de l'histoire, dans d'autres occupations.

Hypocrisie de l'« indépendance-association » qui cache — très mal — le néo-colonialisme. Il s'agit pour l'Etat français de construire un Etat calédonien viable, qui produise pour la France sans tomber dans une autre zone d'influence et qui mette le peuple kanak

au travail selon les critères de l'économie de marché et de la rentabilité...

Devant toutes ces manifestations d'hypocrisie, nous affirmons avec le mouvement indépendantiste kanak que le processus de décolonisation ne doit pas être hypothéqué par les échéances électorales françaises, et que l'indépendance doit être immédiate, avant que le retour de la droite au gouvernement ne rende la situation encore plus dramatique pour le peuple kanak.

Par son aspect antimilitariste et antinucléaire : les forces d'occupation françaises qui quadrillent la Nouvelle-Calédonie n'ont rien à y faire, et nous dénonçons la répression musclée comme l'envoi des paras là-bas. Les forces militaires qui protègent le site d'expérimentation nucléaire français n'ont rien à faire non plus à Tahiti, où l'Etat français craint une « contamination » de la revendication indépendantiste kanak, menace pour la présence française sur l'atoll de Mururoa, et même à Kourou en Guyane. Nous soutenons le mouvement antinucléaire et les populations du Pacifique dans leur refus du danger atomique que la France fait planer en permanence au-dessus de leur tête, avec ses essais nucléaires.

Parce que la lutte menée contre les agissements de l'extrême droite en Nouvelle-Calédonie n'implique pas un soutien à sens unique de notre part : nous en sommes complètement partie prenante. L'extrême droite envoie ses mercenaires attiser la haine entre les communautés. Elle lâche ses milices en armes contre les Kanaks. Nous devons

montrer que Le Pen n'est pas seul à se sentir concerné par le « problème calédonien » et à en parler, pour l'empêcher d'en faire, par les campagnes qu'il mène sur des thèmes racistes, un tremplin électoral.

Parce que le mouvement indépendantiste appelle ses militants à la désobéissance civile, notamment en les incitant à faire la grève de l'impôt, à refuser de participer à la vie économique (beaucoup de Kanaks ont aujourd'hui déserté leur entreprise et regagné leur « tribu »), à s'insoumettre, à créer des écoles parallèles et des coopératives de développement populaire. Et parce que, sans défendre un projet de société future bien établi, le mouvement indépendantiste s'appuie sur des idées de démocratie directe, d'autogestion (à partir des coopératives et d'une appropriation collective des terres), sur une répartition des richesses selon les besoins, aussi, idées qui, avec le syndicalisme de classe développé depuis plusieurs années, nous paraissent porteuses d'espoir.

Parce que, dans la lutte menée, la volonté de non-alignement est affirmée, et une fédération des pays mélanésiens souhaitée pour contrer l'impérialisme d'où qu'il vienne. La Kanaky fait l'objet de convoitises mondiales, sur le plan militaire aussi bien qu'économique. Contre toutes ces pressions, l'aide que, de l'extérieur, nous pouvons apporter aux Kanaks est déterminante. C'est pourquoi la Journée internationale de solidarité du 20 avril constitue plus qu'un symbole.

La solidarité des travailleurs et du mouvement antinucléaire

dans le Pacifique ainsi que l'appui du Forum des syndicats du Pacifique sont déjà acquis au peuple kanak. Mais sa lutte doit également pouvoir compter sur notre solidarité ici. Elle ne peut déboucher sur une solution favorable aux partisans d'une Kanaky indépendante et socialiste que si un large mouvement anticolonial se développe, prêt à s'opposer à toute tentative de recours à la violence — qu'elle vienne de l'extrême droite ou de l'Etat — comme à toute manœuvre électorale.

Cette solidarité doit être très forte en France tout particulièrement, parce qu'elle peut

exercer une pression directe sur l'Etat colonisateur, peser sur son orientation et influencer sa décision. Elle doit être très forte aujourd'hui pour permettre au peuple kanak d'arracher son indépendance en évitant tout risque d'un dérapage, dû à l'isolement, vers un combat désespéré de type racial. Elle doit être très forte demain, pour lui permettre de lutter contre les impérialismes et de s'engager, dans une Kanaky socialiste, sur la voie de l'émancipation des travailleurs.

Coordination libertaire
contre les impérialismes



Conférence des dernières colonies françaises à Pointe-à-Pitre.

A.F.P.

UNE PROPORTIONNELLE A TENDANCE MAJORITAIRE...

« Je crois... j'ai refusé... je pense... j'ai voulu... » C'était Fabius, plus onctueux que jamais, qui, au journal de 20 heures, expliquait la réforme électorale à Claude Serillon.

Présomptueux jeune homme qui n'avait ni à croire, ni à penser, ni à refuser, ni à vouloir. Le Maître, seul, avait décidé... Les prochaines élections auront donc lieu à la proportionnelle à un tour, avec un scrutin de liste départementale à la plus forte moyenne.

En vérité, ce mode de scrutin est moins « proportionnel » qu'il n'en a l'air. Avec le seuil de 5% et l'absence d'une redistribution des « restes » à l'échelon national, les petites formations (P.S.U., extrême gauche, écologistes) sont éliminées du jeu. Pour le Parti communiste, comme pour le Front national, il s'agira plutôt d'une proportion congrue à cause de la répartition par la plus forte moyenne au lieu

du plus fort reste. Ce mode de calcul, toutes les « simulations » le prouvent, lamine les formations « moyennes ». Le P.C. se trouve dans ce cas

de figure, avec ses 12% de voix. Sous la Quatrième République, le même mode de scrutin lui permit de disposer d'un groupe imposant dans l'hémi-

cycle, mais il dépassait alors largement les 20% des suffrages. La proportionnelle intégrale qu'il réclamait lui aurait permis d'espérer au moins une soixantaine de sièges en 1986. Le système choisi par Tonton ne lui en attribuera sans doute guère plus que le scrutin majoritaire, une quinzaine selon Lajoie lui-même. Les mieux servis, en 1986, seront donc le R.P.R., l'U.D.F. et le Parti socialiste. Ce qui n'empêchera pas celui-ci de perdre, vraisemblablement, la moitié de ses élus. Le pari de Mitterrand, nous l'avons déjà expliqué, c'est que le groupe socialiste demeure suffisamment important pour qu'une coalition gouvernementale puisse difficilement se réaligner sans lui.

Si la combine présidentielle marche, l'heure du recensement aura sonné ; celle aussi des grenouillages et des grandes manœuvres dans l'hémicycle. Mitterrand, qui connaît

son monde, sait bien qu'il y aura plus de candidats qu'il n'en faudra quand sonnera l'heure de la soupe. Les Chaban, les Edgar Faure, les Stasi, et bien d'autres, sont toujours prêts à faire le don de leur personne au pays...

La droite qui espère avoir tout de même la majorité — ce qui est fort possible — annonce qu'elle rétablira immédiatement le scrutin majoritaire. De beaux jours en perspective pour ceux qui ressentent toujours le besoin d'« urner »...

Quant aux godillots roses du P.S., il paraît qu'ils sont nombreux à penser que cette réforme, ce n'est pas le pied. Emboîteront-ils pour autant le pas à Rocard qui a rendu son maroquin en pensant à l'après-Mitterrand ?

L'enjeu de toute cette agitation c'est, nous ne nous lasserons pas de le répéter, l'intérêt supérieur et bien compris de la patrie.

Sébastien Basson



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.